



UN AUTRE FUTUR EST POSSIBLE

Textes élaborés à partir des Groupes
Thématisques du Forum Social Thématique





UN AUTRE FUTUR
EST POSSIBLE

Présentation | 5

Introduction

1. Économie Verte, débat de paradigmes et Rio+20 | 7

I.

Fondements éthiques, philosophies et culturels

- 2. Subjectivité, domination et émancipation | 9
- 3. Les fondements éthiques pour une nouvelle civilisation | 10
- 4. L'éducation que nous voulons et la complexité du présent | 11
- 5. Le savoir scientifique doit être nationalisé et réorganisé | 12
- 6. Affirmer les connaissances ancestrales des populations indigènes et des peuples | 14

II.

Production, distribution et consommation : richesse, Biens Communs et économie de transition

- 7. La crise du capitalisme est une crise de civilisation | 15
- 8. L'Économie Verte prétend lancer une nouvelle phase d'expansion capitaliste | 16
- 9. Extractivisme et énergie : deux dimensions du projet d'économie verte | 17
- 10. Promouvoir l'agriculture et la pêche durable, sociale et solidaire | 19
- 11. Des emplois climatiques maintenant! | 21
- 12. Pour une consommation responsable, juste et durable | 23
- 13. Initiatives de transition vers une nouvelle économie juste, soutenable et solidaire | 25
- 14. Les Biens Communs : cap sur une autre logique économique, sociale et culturelle | 26

III.

Droits et pouvoir : peuples, territoires et défense de la Terre-Mère

- 15. Défendre les droits en péril | 28
- 16. Les droits de la Terre-Mère tracent le chemin vers une nouvelle civilisation | 29
- 17. Lutter contre les changements climatiques maintenant | 30
- 18. Récupérer le droit à l'eau et à son utilisation durable et équitable | 32
- 19. La santé est un droit et ne peut pas être une source de profit | 32
- 20. La construction de villes soutenables | 33
- 21. Les migrants doivent être des citoyens du 21ème siècle | 35
- 22. Les organisations et les réseaux de la société civile | 36
- 23. Une gouvernance et une architecture mondiale de pouvoir juste et démocratique | 37



Présentation



Nous intitulons cette compilation « Un Autre Avenir est Possible » par opposition au document proposé par les négociateurs de l'ONU pour la Conférence sur le Développement Durable (Rio+20), « l'Avenir que Nous voulons », auquel nous n'adhérons pas sur le fond.

Cette compilation consolide bon nombre des documents élaborés à partir des travaux réalisés par plus de vingt Groupes Thématisques du « Forum Social Thématique, Crise Capitaliste, Justice Sociale et Environnementale », préparatoires au Sommet des Peuples de Rio+20 qui s'est déroulé à Porto Alegre au mois de janvier de cette année.

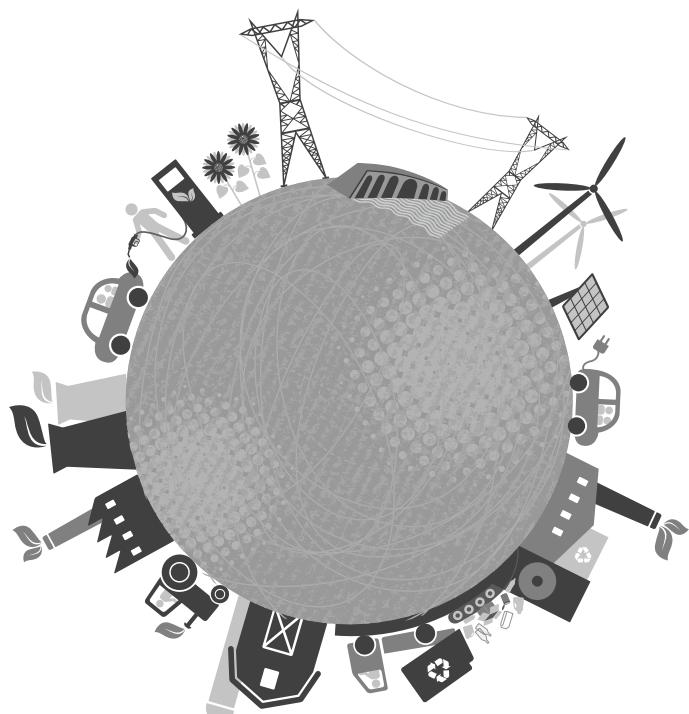
L'objectif étant d'accueillir la multiplicité d'expériences et de contributions de la part de ceux qui luttent pour un autre modèle de société, dont les fondements sont la justice sociale et environnementale, les Groupes Thématisques ont dialogué avec des milliers d'activistes sur des thèmes mobilisateurs liés à la soutenabilité et la justice sociale et environnementale, capables d'établir des connexions et d'approfondir des réflexions pour construire des paradigmes alternatifs.

Dès octobre 2011, les Groupes ont cherché à mettre en place un processus pour aider à consolider la participation de la société civile au Sommet des Peuples à Rio+20, en respectant le temps d'élaboration de chaque groupe, en favorisant des discussions et des formulations collectives avant le début du forum Social Thématique, et qui serviraient ensuite de fondations aux processus à venir. Ce travail a été approfondi sur le propre Forum et dans certains cas, il y a eu un suivi postérieur.

La présente compilation de documents comprend quelques-uns des textes élaborés sur la Plateforme de Dialogues électronique (<http://dialogos2012.org/>), en libre accès. Le processus de son élaboration s'est fait en trois étapes. La première a été la préparation et la conception du déroulement du Forum Social Thématique à Porto Alegre en 2011. La deuxième a été la rencontre des groupes de travail sur le Forum pour terminer les documents et les synthèses de la plupart des groupes de travail, à nouveau à Porto Alegre en janvier 2012. À cette occasion, les facilitateurs élus pour chaque groupe thématique ont commencé à travailler sur une première systématisation qui serait plus largement divulguée par la suite. La dernière étape a abouti à une rencontre à Rio de Janeiro en mai 2012, de l'équipe des facilitateurs des Groupes Thématiques, dans le but de consolider des thèmes-clé et le document global à partir de toutes les ressources apportées.

Le séminaire des facilitateurs a produit quatre textes de synthèse qui ont été incorporés à ce document mais qui circulent également séparément. Comme beaucoup de personnes impliquées dans les tâches de facilitation des groupes qui avaient participé au Sommet des Peuples de Cochabamba, on a récupéré une partie des textes élaborés à cette époque (et également lors d'une rencontre préparatoire au Sommet des Peuples Rio+20, qui a eu lieu à Johannesburg, autour du thème des emplois climatiques).

Nous considérons ce document (écrit par de nombreuses mains, mais dont la responsabilité finale revient exclusivement à l'équipe de facilitateurs des groupes thématiques du Forum) comme une contribution au débat du Sommet des Peuples et pour toutes les personnes intéressées. Il s'agit d'une photographie instantanée du moment présent qui ne marque que le début d'un long processus de réflexion, de formulation et d'organisation de toutes les personnes qui luttent pour la construction d'un nouveau paradigme d'organisation sociale, économique et politique, qui part des expériences réelles et de nos rêves d'un autre monde possible. Le document développe du début à la fin une dialectique permanente entre initiatives et propositions immédiates pour en débattre à l'intérieur du cadre établi et pour définir des horizons de transition qui dépassent la logique dominante actuelle et qui pointent vers une autre civilisation.





Introduction



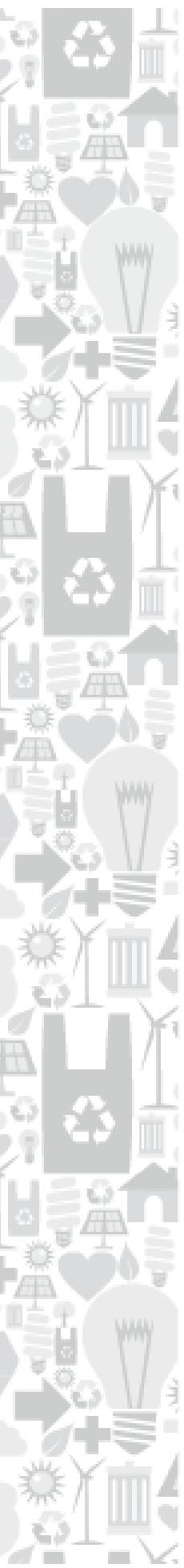
1 Économie verte, débat de paradigmes et Rio+20

Conformément aux documents officiels, le sommet des gouvernements de Rio+20 a été convoqué dans le but d'apporter une réponse aux multiples problèmes qui aujourd'hui, perturbent l'humanité; principalement, la sévère crise environnementale, la pauvreté généralisée et la crise économique globale. Toutefois, au lieu de rechercher les causes structurelles de ces crises, c'est à dire dans le modèle de civilisation capitaliste et productiviste dominant, ils affirment qu'il est possible de « résoudre » ces multiples crises à partir des mêmes logiques mercantiles et des mêmes modèles scientifiques, techniques et productifs qui nous ont amené là où nous nous trouvons aujourd'hui. Il est évident qu'en persistant dans la même voie, le seul résultat possible est l'aggravation de ces crises.

Ce sommet aurait du être convoqué pour affronter les profonds déséquilibres existant entre les être humains et la nature, provoqués par le système capitaliste et par le productivisme, par les croyances dogmatiques en la possibilité d'une croissance économique sans limite et par l'anthropocentrisme qui prétend installer l'être humain en maître et seigneur de la planète toute entière. Pour affronter ces multiples crises, il est indispensable, entre autre, de faire un bilan critique des faits survenus durant les vingt dernières années, depuis le Sommet de la Terre organisé à Rio de Janeiro en 1992. Au lieu de cela, on nous propose de « regarder vers l'avant » pour compléter et rénover le concept épaisé et trompeur de *développement durable* grâce à un nouveau dispositif politico-conceptuel qu'ils intitulent *économie verte*. Il s'agit d'un terme trompeur qui cherche à profiter de l'identification qui est généralement faite entre le terme vert et une économie plus écologique, avec pour objectif d'occulter le véritable programme qui se cache derrière ce concept.

En réalité, avec cette économie verte corporative, le but recherché est de développer la marchandisation, la privatisation et la financiarisation de la nature et de ses fonctions. Il s'agit de la réaffirmation du contrôle total de l'économie sur l'ensemble de la biosphère. Avec une expression apparemment inoffensive comme « économie verte », on prétend soumettre les cycles vitaux de la nature aux règles du marché et à la domination de la technologie.

En poussant la logique du néolibéralisme jusque dans ses limites, leur argument consiste à dire que la principale raison pour laquelle nous nous trouvons aujourd'hui dans une telle crise environnementale est qu'une grande proportion des biens de la planète n'a pas de propriétaire et par conséquent, personne n'en prend soin. La solution consisterait donc à mettre un prix sur chacun des biens, processus et aux « services » de la nature. Une fois le prix déterminé, cela permettrait d'émettre de nouveaux bons qui pourraient être négociés sur les marchés financiers



internationaux. Pour avancer dans cette « économie verte », on développe les marchés du carbone et des services environnementaux, et en particulier les programmes de REDD (Réduction d'Émissions résultant de la Déforestation et du Déboisement) que l'on souhaite élargir pour y inclure toute la biodiversité, l'agriculture et l'eau. Ceci entraîne la destruction des formes de vie indigène, paysanne et traditionnelle ainsi que leur expropriation des territoires, bien que formellement ils conservent leurs « titres de propriété ».

Il s'agit d'une nouvelle forme de confinement privé des biens communs, des fonctions de la nature. Ces dernières, de la même manière que le capitalisme dès ses débuts s'est approprié le travail humain pour ses besoins d'accumulation et d'expansion, devraient également avoir un propriétaire.

Grâce à toutes ces mesures, l'objectif est de mettre l'avenir de la planète entre les mains des banques et des opérateurs financiers, précisément les principaux responsables de la profonde crise financière qui a fabriqué des millions de nouveaux chômeurs, qui a expulsé des millions de familles de leurs maisons, qui a volé les économies et les pensions des travailleurs dans le monde entier et qui a creusé de manière obscène les inégalités qui caractérisent la globalisation néolibérale.

Avec le même modèle scientifique et technologique de domination, de soumission et d'exploitation de la nature qui a conduit à dépasser la capacité régénérative de la planète, on prétend affirmer et introduire des technologies à haut risque, comme la nanotechnologie, la biologie synthétique, la géo-ingénierie, l'énergie nucléaire, pour progresser dans ces mécanismes d'appropriation. En outre, celles-ci apparaissent comme des « solutions technologiques » aux limites écologiques de la planète, pour la création d'une « nature artificielle », et aussi comme la solution aux multiples désastres auxquels nous sommes confrontés. De cette façon, il ne serait pas nécessaire de s'attaquer aux causes qui les provoquent.

Conscients qu'il sera difficile de croire à cette histoire, le nouvel euphémisme d'« économie verte » requiert d'autres compléments ; on nous parle alors d'« économie verte et inclusive », « doublement verte » et autres supercheries du même acabit.

Les États des économies émergentes et autres États du Sud, au lieu de travailler à une justice sociale grâce à la redistribution de la richesse, à la mise en place d'une relation moins prédatrice avec la nature en affrontant l'accumulation capitaliste et le luxe scandaleux, croient trouver une solution dans une soi-disant croissance verte qui alimente le mythe du développement et de la croissance sans fin.

Ces négociations permettent de constater, une fois encore, que le système des Nations Unies et tout le processus de Rio+20 sont de plus en lus contrôlés par les corporations et les banques transnationales qui seront les principaux bénéficiaires de cette « économie verte ».

Il est inadmissible que l'on prétende vouloir créer une nouvelle structure de gestion globale de cette économie verte corporative. La création de ce nouveau « cadre institutionnel » est l'un des objectifs principaux de la Conférence des Nations Unies. Ils veulent que le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) qui a été le promoteur principal de la marchandisation de la nature à travers son Initiative d'Économie Verte, devienne une nouvelle agence des Nations Unies, responsable de la « gouvernance environnementale globale ».

Face à cela, il n'est pas possible de travailler avec des réajustements ponctuels, à base de réformes du projet. Le document proposé par l'ONU pour Rio+20 doit être refusé dans son fondement. Les crises dramatiques qui aujourd'hui affligent l'humanité et la planète exigent des réponses d'une qualité très différente de celles offertes par les gouvernements et par le système de l'ONU, elles exigent un paradigme alternatif de civilisation. Pour formuler ce paradigme et articuler une politique qui lutte pour une plateforme de transition vers un Autre avenir possible, nous apportons les contributions suivantes.



fondements éthiques, philosophiques et culturels

2. Subjectivité, domination et émancipation

La conférence de Rio+20 représente une chance unique pour construire une compréhension commune sur les multiples et profondes transformations par lesquelles passent aujourd’hui nos sociétés, et pour débattre des lignes de force et des propositions qui constituent la tâche nécessaire de « réinventer le monde », en initiant une transition inédite, réelle et urgente vers un monde juste et soutenable. Les peuples et la communauté mondiale exigent un nouveau paradigme d’organisation sociale, économique et politique, capable d’avancer dans la justice sociale, de donner une continuité au destin de l’humanité et de garantir une soutenabilité à la vie et à la planète.

Il n’y a pas de solution aux dilemmes sociétaires hors des luttes sociales et des grandes disputes politiques. Mais cette vision, qui a orienté la presque totalité des mobilisations progressistes de l’histoire, n’est pas suffisante. Le capitalisme est beaucoup plus qu’un mode de production, c’est une logique sociale et politique qui irradie dans tout le corps social, c’est une forme totalisatrice de civilisation, avec une capacité de multiplication énorme. De cette façon, le système socioéconomique non seulement est structuré en institutions et en centres de pouvoir, mais il se retrouve aussi internalisé dans une grande partie de la population sous forme de domination, d’idéologie ou de « servitude volontaire ».

Émancipation, libération, élimination de toutes les formes d’exploitation et d’oppression, sont les objectifs que se proposent d’atteindre les mouvements progressistes, socialistes ou de gauche avec une force accrue au fil des siècles. Toutefois, reprendre aujourd’hui ces objectifs requiert bien davantage que de faire revivre les idéaux de « liberté, égalité et fraternité » ou d’éliminer l’exploitation du travail par le capital. Cela requiert de remettre en question les bases sur lesquelles se sont posés le modernisme, le capitalisme et la domination européenne du monde ; cela requiert une révolution mentale qui déstabilise l’infrastructure intellectuelle partagée non seulement par les élites capitalistes, mais aussi par une grande partie des mouvements qui jusqu’à présent ont tenté de les combattre. Cela requiert une remise en question de l’anthropocentrisme qui considère que l’ensemble de la Terre est à la disposition des êtres humains. L’espèce humaine est la seule qui, grâce à ses connaissances, a peu à peu dépassé les limites écologiques et a multiplié sa population de manière exponentielle ; toutefois, ce processus ne peut pas continuer ainsi et l’humanité doit assumer une nouvelle responsabilité éthique et de protection, aussi bien envers les générations futures que pour l’ensemble de la vie sur la planète.

Cependant, pour cela, nous devons nous corriger nous-mêmes dans le processus : les institutions se reproduisent dans les individus et ce sont eux qui maintiennent ces structures en fonctionnement. Il n’est



pas possible d'entreprendre la transition que l'humanité et la planète exigent en ayant comme modèle d'idéal de bonheur la surconsommation et un mode de vie basé sur l'exclusion, la concurrence, l'égoïsme, le productivisme, l'industrialisme et sur la destruction des flux vitaux pour la vie sur la planète. Les « éducateurs » doivent eux aussi être éduqués ; pour cela, il faut utiliser la pédagogie comme activité pratique dans les luttes réelles, massives et exemplaires.

Dans ces luttes anti-systémiques, se forgent de nombreuses dimensions de ce qui peut et doit être une nouvelle subjectivité et, si nous voulons présenter une alternative crédible, ces dimensions doivent être thématisées de façon consciente. Elles doivent être débattues et systématisées en tant que valeurs, formes de connaissances, visions du monde et culture contre-hégémonique.ey should be debated and systematized as values, forms of knowledge, world visions, and counter-hegemonic culture.



3. Les fondements éthiques pour une nouvelle civilisation

Penser les bases d'une nouvelle civilisation et le difficile processus de désarmement et de reconstruction sociale de la culture, de l'économie et du pouvoir que cela implique, est devenu un impératif éthique pour l'humanité. La vie, sous toutes ses formes, a le droit fondamental d'exister, tout comme les systèmes écologiques complexes qui composent la planète Terre.

Pour cette raison, il s'agit de désarticuler les modèles de pensées connus, pour l'action, qui font désormais partie « du bon sens » et qui, pour cette raison, sont des piliers de la civilisation capitaliste industrielle, productiviste, sur-consommatrice et exclusive qui régit la société. Il nous faut recomposer les fondements philosophiques et éthiques de la civilisation humaine pour que la soutenabilité de tous (sans exclusions entre génération) et de la vie à part entière devienne la règle et non pas l'exception.

Un élément central réside dans le fait que la civilisation humaine doit renoncer à l'anthropocentrisme en tant que philosophie, éthique et religion ; et changer de manière radicale sa vision et sa réaction envers la nature pour privilégier une éthique de l'Intégrité de la Vie et de la Planète. Ceci implique de désactiver le phénomène actuel d'accumulation de richesse matérielle et le mythe du développement et de la croissance effrénée. A la place, il faut poser une question éthique centrale : comment abandonner des valeurs et un style de vie basé sur « posséder davantage », pour donner naissance à « être davantage », plus heureux, plus conscient des responsabilités de devoir générer l'intégrité naturelle de base, dans le partage entre tous et avec les générations futures ?

Il est impossible de penser la soutenabilité sans les principes et valeurs éthiques de soin de l'environnement, de vie en commun et de partage. Toutefois, l'entreprise coloniale de la conquête des peuples et de leurs territoires, a entraîné avec elle l'occupation de l'atmosphère par les émissions de carbone et la création de graines transgéniques, avec pour conséquence la destruction de la biodiversité existante. Préserver la vie et la biodiversité est synonyme de prendre soin et en même temps de définir des conditions pour la vie en commun et le partage. Nous devons récupérer et sortir la notion de « soin » du contexte « étiqueté » de la famille et de son système patriarcal pour la replacer au centre du pouvoir et de la nouvelle économie. Cette dernière doit être conçue comme une symbiose entre la vie humaine et la nature, en tenant compte de l'importance des territoires comme forme d'organisation et de partage, dans une perspective locale puis globale. L'économie soutenable n'est possible que si elle est basée sur ce concept de « soin », sur l'utilisation qui ne détruit pas, ne génère pas de détritus, mais qui renouvelle et régénère de manière à prolonger la vie utile des biens matériels.

La priorité du concept de « soin » renvoie à la prise de conscience actuelle du caractère impératif de l'équité et de la menace que représentent l'exclusion sociale, la pauvreté et les différentes formes



d'inégalité et d'injustice sociale dans ce contexte de crise civilisatrice. Jamais l'humanité n'a été aussi inégal que dans le contexte actuel d'extrême exclusion et de misère insupportable ; et jamais le bien fondé d'une lutte pour la justice et l'égalité n'a été aussi évident. Pour les affronter, il est fondamental d'aborder la destruction environnementale et l'injustice qui s'y rapportent. Toutes deux se succèdent en interprétation et requivalent de manière radicale les luttes sociales de notre époque. C'est à ces deux aspects de la relation politique d'égalité que se réfèrent les droits de l'homme ainsi que les Biens Communs. En même temps, pour pouvoir jouir de certains droits, il faut être responsable des droits des autres. Il s'agit d'une réaction partagée, et comme telle, de coresponsabilité, qui se base sur la reconnaissance de l'interdépendance écologique et sociale de la vie et de la planète. Cette question est essentielle pour l'intégration puisque la prise de conscience croissante des droits et des responsabilités humaines, aussi bien dans les sociétés qu'envers la biosphère, met le doigt sur la question fondamentale de l'interdépendance entre les échelles locale et territoriale et l'échelle planétaire.

Une civilisation nouvelle (que nous pouvons appeler biocivilisation) doit reposer et s'appuyer de manière complémentaire sur une éthique de paix, de démocratie et de diversité culturelle. Une culture qui vibre est une culture variée, et non pas l'homogénéité imposée par l'actuelle globalisation écrasante. Ainsi, tout comme des individualités se créent à travers la culture, l'humanité toute entière aussi se consolide et la diversité culturelle fleurit ; ce sont là les conditions pour l'existence d'une humanité en interaction avec la nature. C'est à travers la culture diversifiée, qui valorise le potentiel des personnes qui la constituent, qu'il est possible de consolider la soutenabilité de la vie et de la planète. Les impérialismes, les nationalismes, les guerres et la violence internalisée sont les points d'appui du capitalisme et de sa civilisation industrielle, productiviste et sur-consommatrice qui s'alimente de conquêtes, d'exploitation, d'inégalités et de l'exclusion sociale à l'échelle globale, en plus de l'utilisation intensive des ressources naturelles. La paix est une condition éthique et politique stratégique, indispensable à une soutenabilité qui donne lieu à toutes les formes de vie.

Toute action, tout comme sa finalité, doit se baser sur une éthique. Aussi bien la condition incontournable pour la paix, que la démocratie, constitue l'élément transformateur qui nous conduit vers la civilisation que nous souhaitons. La démocratie est guidée par les principes et les valeurs éthiques de la liberté, l'égalité, la diversité, la solidarité, la participation, toutes ensembles et en même temps. La méthode démocratique peut transformer toutes les affirmations précédentes comme fondements civilisateurs en une utopie possible qui potentialise l'émergence d'une nouvelle architecture de pouvoir, de l'échelle locale vers l'échelle mondiale.

4. L'éducation que nous voulons et la complexité du présent



La crise globale est aussi une crise d'éducation (éducation tout au long d'une vie), de son contenu et de son sens, puisque petit à petit, elle a cessé d'être conçue comme un droit humain pour devenir un moyen privilégié de satisfaire les besoins des marchés qui exigent de la main d'œuvre pour la production et la consommation. Non seulement on a abandonné la formation des personnes capables de penser les problèmes d'ordre global, politiques, environnementaux, économiques et sociaux importants, mais l'Education s'est vue également peu à peu dépouillée de son profond contenu politique et particulièrement de son potentiel pour former des citoyens et des citoyennes capables de penser un ordre économique et social différent, de surmonter la complexité des profondes crises que nous vivons.

Il est fondamental de repenser les fins et les pratiques de l'éducation dans le contexte du débat de sens, caractérisé par la subordination majoritaire des politiques publiques au paradigme des besoins humains et, à l'inverse, par l'émergence de ce mouvement social, de paradigmes alternatifs qui cherchent à restituer la valeur de droit et de projets éthiques et politiques dans la pratique éducative. Dans ce sens, il est urgent de récupérer la notion d'Education comme droit humain, dans ses dimensions formelles et informelles ; d'ouvrir l'horizon à la démocratisation des sociétés pour former des populations critiques, capables de s'associer à des mouvements qui réclament une transformation de l'ordre social dans le but d'aboutir à une plus grande justice sociale et environnementale, dans l'intention de comprendre et de discuter des solutions aux problèmes planétaires.

Le développement d'une « subjectivité » critique est un aspect

central dans la construction d'une pédagogie citoyenne dans la conjoncture actuelle. Il s'agit de rétablir le sens d'émancipation des processus d'appropriation , compris comme le développement des ressources de la communauté pour faire de la politique, générer des connaissances, potentialiser les savoirs et les apprentissages qui se produisent dans les luttes démocratiques, qui nécessitent des leaderships de l'intérieur, des organisations participatives, des alliances avec des organisations démocratiques de la société civile, outre la « pondération radicale-pragmatique » permanente et nécessaire (inédit-viable, dirait Paulo Freire) dans les définitions d'accords, consensus et associativité parmi la grande diversité d'acteurs qui participent à la politique.

Tout ceci implique un virage politique et cognitif, un changement paradigmatique dans la manière de comprendre l'éducation, une ouverture à des nouveaux points de vue sur les finalités sociales comme : celle du bien-vivre, celle des Biens Communs, celle de l'éthique du concept de soin, entre autres ; sur lesquelles il faut ouvrir un grand espace de discussion et de socialisation à Rio+20 et au-delà de Rio, orienté dans le sens d'une éducation pour un changement et la transformation personnelle et sociale.

Ces nouveaux paradigmes et points de vue ne sont pas seulement des cartes permettant de s'orienter dans de nouveaux contextes, mais ils représentent aussi un contenu pour aboutir aux finalités que nous recherchons comme mouvement citoyen capable d'impliquer les différents acteurs du processus éducatif, comme les acteurs et actrices de l'enseignement, les étudiants, les pères et mères de famille, et plus largement, *tous les citoyens et citoyennes* qui ont besoin d'un changement profond de l'éducation et qui luttent dans ce sens, pour provoquer un changement radical dans la société, conduisant vers une plus grande justice sociale et environnementale. Tout ceci devient consistant accompagné du concept libérateur de l'éducation populaire qui se nourrit de multiples expériences pédagogiques pour fabriquer une autre citoyenneté.

Le changement paradigmatique dans l'éducation (comme condition pour avancer vers des sociétés soutenables, avec une justice sociale et environnementale, dans lesquelles l'économie soit un moyen et non une fin en soi), doit impliquer un changement dans les démarches techniciques et économiques des politiques éducatives en vigueur. Il faut revendiquer le droit à apprendre « toute une vie durant », consigne qui ne doit pas être comprise comme l'expression d'un type de formation permanente destinée à satisfaire les besoins des marchés et les exigences des vieilles et nouvelles industries.

Cette approche de l'éducation que nous voulons, se fonde sur la construction de multiples « éducations », dans leurs dimensions formelle et informelle pour développer des capacités humaines, y compris les capacités cognitives, de participation sociale, à cohabiter avec les autres dans la diversité et la différence, à planifier et à prendre soin de la vie, à vivre en commun entre êtres humains, en harmonie avec l'environnement.

Une éducation pertinente, remarquable, transformatrice, critique, doit avoir comme objectif final de promouvoir aussi bien la dignité humaine que la justice sociale et environnementale. L'éducation, droit humain promoteur des autres droits, doit inclure : les enfants, filles et garçons, les jeunes et personnes adultes comme sujets de droit. Et en outre promouvoir : l'interculturalité, l'égalité, l'égalité des genres, le lien entre citoyenneté et démocratie, le concept de « soin » et la réaction harmonique avec la nature, l'élimination de toute forme de discrimination, la promotion de la justice et la construction d'une culture de paix et de résolution non violente des conflits.

L'éducation que nous voulons implique de promouvoir de manière stratégique une éducation qui contribue à une redistribution sociale des connaissances et du pouvoir (en tenant compte du sexe, de la race ou ethnie, de l'âge, de l'orientation sexuelle), qui favorise l'autonomie, le sens de la solidarité et de la diversité qu'expriment les nouveaux mouvements sociaux. Il s'agit de promouvoir une éducation critique et transformatrice qui respecte les droits de l'homme et ceux de toute la communauté de vie à laquelle appartient l'être humain, qui encourage particulièrement le droit à la participation citoyenne dans les espaces de prise de décisions.

5. La connaissance scientifique doit être nationalisée et réorganisée



L'humanité est en train de connaître une des étapes les plus importantes en matière d'innovations technoscientifiques de son histoire avec de fortes répercussions sur la planète Terre ; non seulement, nous entrons dans une nouvelle ère géologique (l' « Anthropocène ») dans laquelle l'humanité est responsable des modifications essentielles de la superficie de la Planète, mais de plus, en ce qui concerne l'intérieur de celle-ci, nous entrons dans une phase de « Grande Accélération ». Et, tandis que certains parlent d'une « ère » ou « économie » de l' « information » ou de la « connaissance », une destruction sans précédent est en train d'avoir lieu, celle des connaissances indigènes, paysannes et populaires du territoire, du sol, du climat, des écosystèmes, de la biodiversité, de l'agriculture durable, des savoir-faire et pratiques communes, à tel



point que l'on peut dire que notre génération sera la première dans la trajectoire de l'humanité à avoir perdu plus de connaissances qu'elle n'en a acquis. Comprendre et offrir une réponse à ce problème est actuellement un défi-clé pour le changement social.

La science moderne s'est développée en cherchant à obtenir aussi bien une compréhension globale et vérifiable de la réalité que le contrôle des forces de la nature. Il s'agissait de relâcher ses lois pour rendre possible les prévisions, la manipulation et le contrôle, tout en réduisant le rôle de l'imprévisibilité dans l'existence et également de placer l'être humain dans une position de commandement dans la dualité ontologique aujourd'hui établie entre la nature et la culture. Cette symbiose entre connaissance et contrôle qui s'identifie à l'expansion européenne dans le monde, a aussi bien généré les richesses de la modernité que les catastrophes et la destruction, consommées au nom de l'idéologie du progrès et de la croyance en un développement illimité des forces productives comme voie vers l'émancipation humaine. Elle a provoqué la disqualification des autres formes de connaissances et de savoirs ancestraux et a été instrumentalisée, « séquestrée » et modelée de plus en plus par le capital, pour finir par s'installer au cœur de l'économie contemporaine comme source essentielle de profit et de croissance.

Les scientifiques (et la science) ne peuvent pas éviter de se demander quelles valeurs ils souhaitent pour guider leur activité et comment ces valeurs influent sur leurs processus cognitifs. Celles qui sortent de leur contexte les stratégies de recherche et qui présentent la science comme étant neutre du point de vue axiologique, guidée par l'ethos commercial, cœur de la technoscience capitaliste? Ou celles qui servent d'avertissement pour que le potentiel régénératif ne soit pas dissimulé et que le bien-être de tous, partout dans le monde puisse être accru? Ou encore celles qui répondent à une vocation « prométhéïque » ou faustienne d'appropriation de la nature par l'humanité, dont le paroxysme s'exprime avec les armes nucléaires et les propositions de géo-ingénierie ? Ou celles qui conduisent vers un autocontrôle de l'humanité sur elle-même, sur son pouvoir potentiel croissant et vers la nécessité de respecter les cycles fragiles de la Terre et les dynamiques complexes des écosystèmes face à la menace constituée par la propre humanité ? La science est-elle un modèle de connaissance eurocentrique qui repose sur l'hypothèse qu'il faut connaître pour pouvoir transformer et soumettre, un modèle de connaissance indubitablement anthropocentrique et patriarcal contraire à la démocratie et à la technocratie, parce- qu'elle se base sur la séparation entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas? Ou la science est-elle porteuse de valeurs cognitives utiles pour que nous comprenions la Terre et sa dynamique, valeurs qui ont encore un potentiel émancipatoire et qui sont importantes pour mettre en place une société soutenable?

Ce ne sont pas des questions uniquement épistémologiques et éthiques, mais également sociales, politiques et culturelles qui définissent le mode opératoire de la science sur notre civilisation, la façon dont les acteurs sociaux s'en approprient et la manière dont elle devrait être réorganisée sur des bases totalement neuves dans un monde juste et durable, en cohabitant et en dialoguant avec d'autres formes de connaissances aujourd'hui en déséquilibre. Celles-ci exigent l'ouverture d'un large débat, aussi bien dans les communautés scientifiques que dans les mouvements sociaux et dans les organisations de la société civile, qui favorise une nouvelle logique d'appropriation des multiples formes de connaissances par l'humanité. De ce débat doivent émerger rapidement des images concrètes et des exemples de projets de recherche faisables et alternatifs, capables de nourrir (en interaction avec d'autres formes de connaissance) cette nouvelle logique nécessaire à la recherche scientifique.

Cela s'avère plus urgent que jamais. Rio 92 a diffusé le débat sur le principe de précaution et sur la nécessité d'évaluer amplement les technologies; toutefois, depuis, les capacités de suivi des technologies sont en train de s'écrouler. Immédiatement après, est né l'accord de formation de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ainsi que son Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (le sigle TRIPS en anglais) et similaires, qui a introduit les droits de propriété et de patentes sur les formes de vie à grande échelle. En outre, à Rio 92 et pour la première fois dans l'histoire, la Convention sur la Diversité Biologique a considéré la biodiversité comme une « ressource ». Ainsi, la marchandisation de la science et de la connaissance s'accroît; et les fruits de la science publique sont systématiquement patentés par des corporations globales. Les pays et les industries qui provoquent le changement climatique déclarent aujourd'hui qu'il faut contrôler le thermostat global grâce à des solutions technologiques, en manipulant le climat par la géo-ingénierie et en étendant le contrôle sur les nouvelles parties de la nature grâce à celle que l'on appelle l'« économie verte ». Dans un tel panorama, la communauté scientifique et technologique a un rôle essentiel dans le travail de la conscience publique (elle-même « stressée » par les projets civilisateurs alternatifs possibles).

Nous devons repousser toute forme de propriété intellectuelle sur les formes de vie et affirmer que les connaissances scientifiques, tout comme les connaissances traditionnelles font partie des Biens Communs de l'humanité, publiquement accessibles à tout un chacun. Le principe de précaution doit être réaffirmé pour aider la science à débattre des monopoles industriels; nonobstant, nous devons à cette fin identifier et repousser ses interprétations erronées et étendre son application. Le débat à Rio+20 offre la possibilité de construire un mécanisme participatif pour l'évaluation préalable des technologies qui tienne





compte de ses dimensions sociale, environnementale, économique et culturelle. Un mécanisme avec comme finalité de suivre et de débattre les implications et les alternatives en science et technologie. Les organisations sociales doivent faire partie du suivi et de l'évaluation des nouvelles technologies, indépendamment des gouvernements. À cause du risque extrême et au potentiel de déséquilibre des systèmes planétaires, nous demandons également que Rio+20 prononce une interdiction contre la géoingénierie, dans le même esprit que le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires.

6. Affirmer les connaissances ancestrales des populations indigènes et des peuples

Les forêts et territoires des peuples indigènes et des populations traditionnelles constituent des refuges de vie grâce à leurs barrières effectives contre la prédation extractiviste. Les ressources génétiques de ces territoires et les connaissances ancestrales font partie du patrimoine naturel et intellectuel collectif de nombreuses populations, conservé pendant des milliers et des milliers d'années et transmis de génération en génération. C'est pour cette raison qu'il est indispensable de changer les législations et les politiques publiques afin de garantir la démarcation des territoires des peuples indigènes et leur propriété collective en tant que peuples, et également pour soutenir (sans les marginaliser) les stratégies de « Vie Pleine », différentes de celles de la marchandisation de la nature. Mais, de toutes façons, nous devons élargir notre compréhension de ces connaissances traditionnelles et embrasser les connaissances des peuples indigènes et des paysans, mais également reconnaître l'importance des connaissances des femmes, des artisans et de tous les porteurs de savoir-faire et de capacités développés au cours des millénaires.

Nous devons modifier le système pour ne pas changer le climat. Il existe de plus en plus de contradictions dans les politiques globales et nationales à propos des forêts, où des déclarations soi-disant « soutenables » viennent aggraver la dégradation à travers des négocios miniers, énergétiques, agricoles, infrastructurels, de bio-piraterie et de vol des connaissances ancestrales. Ces connaissances ancestrales ne peuvent pas être commercialisées ou faire l'objet d'une utilisation indue et non autorisée pour des revendications de patentés. Elles appartiennent au domaine culturel des peuples indigènes : les États et les organismes internationaux (à travers la Convention sur la Diversité Biologique) doivent adopter des normes juridiques de protection légale de ces connaissances. Ils doivent également, consolider le droit de consultation préalable et le consentement libre, inaliénable et informé afin d'accéder aux ressources génétiques à l'intérieur des territoires indigènes et à leurs connaissances traditionnelles.



production, distribution et consommation : richesse, biens communs et économie de transition



7. La crise du capitalisme est une crise de civilisation

La globalisation économique et financière des trente dernières années a soumis les sociétés à la dynamique de la concurrence généralisée, de la propriété privée et de la rentabilité économique maximale. L'affirmation de la supériorité du marché pour gouverner les sociétés et la nature finit par soumettre les États aux « lois » des marchés, ce qui entraîne une accélération de la crise écologique et une crise démocratique. Cette phase néolibérale de la globalisation se trouve actuellement dans une profonde crise.

La crise consiste en un effondrement des promesses du capitalisme à l'échelle mondiale. La tendance vers la transformation de la nature, du travail et de l'ensemble des activités humaines en marchandises, détruit les capacités de reproduction des sociétés mêmes et de la vie.

La crise sociale est un élément-clé de la crise globale: l'explosion des inégalités sociales et l'effondrement des systèmes de protection sociale, la diminution des revenus salariaux et la dégradation du revenu que génère l'agriculture familiale, stimulent une économie d'endettement généralisé (nécessaire pour soutenir la croissance capitaliste). Cela a fini par générer la crise des subprime et aussitôt, la crise des finances publiques. D'ailleurs, la sortie de la crise ne peut pas être raisonnablement envisagée dans des termes de croissance sans limite, comme ce fut le cas après 1945, lorsque les puissances occidentales régnait sur le monde et captaient pour leur propre bénéfice une partie significative des richesses produites par l'humanité.

La crise écologique devrait mettre en évidence le besoin de surmonter les modes de production et de consommation dominants. Mais, au contraire, elle renforce le paradigme technoscientifique et la croyance dans des solutions techniques ; elle accélère le processus de privatisation des biens communs de la nature: l'eau, la terre, l'énergie, l'air, l'être vivant.

Les politiques néolibérales, en étendant ce modèle productiviste à la totalité de la planète, ont accéléré et augmenté la pression sur les ressources jusqu'à un point inimaginable. Elles ont également créé de nouvelles relations de force entre les différents pays. Bien que la dépendance traditionnelle des pays du Sud envers ceux du Nord existe toujours dans de nombreux domaines, elle se modifie peu à peu de manière évidente et indiscutable: dépendance économique et financière face aux pays émergents, plus grande dépendance par rapport aux matières premières qui ont tendance à s'épuiser, etc., la globalisation économique a révélé les limites de l'expansion capitaliste globale. Dans ce sens, la crise actuelle est beaucoup plus qu'une crise économique: c'est une crise de la domination de l'économie sur l'ensemble de la vie sociale et politique.



Cette crise confirme que le capitalisme n'est pas seulement une forme d'organisation de l'économie. C'est une forme de civilisation, ou mieux de dé-civilisation, qui implique des façons de vivre au quotidien, des représentations, et en particulier une relation de domination sur la nature et le travail. C'est de cette civilisation que nous devons sortir. Et c'est urgent!

8. L'Économie Verte prétend lancer une nouvelle phase d'expansion capitaliste

Dans les années 80, confronté à une crise de rentabilité, le capitalisme a lancé une offensive contre les travailleurs et leurs peuples : pour augmenter ses profits, il a élargi les marchés et réduit les coûts en s'appuyant sur la libération du commerce et des finances, sur la flexibilité du travail et sur la privatisation du secteur public.

Du fait qu'il se trouve en ce moment face à une crise encore plus complexe et profonde, le capitalisme est en train de mettre en place une nouvelle attaque qui combine les vieilles mesures d'austérité (comme ce que nous sommes en train de vivre en Europe) et une offensive pour créer de nouvelles sources de profits basée sur l'Économie Verte. Le capitalisme s'est toujours ouvertement basé sur l'exploitation du travail et de la nature, mais dans cette nouvelle phase, il cherche à rétablir ses taux de profit et de croissance en mettant un prix sur les capacités essentielles de la nature à soutenir la vie.

Le Sommet de Rio de Janeiro en 1992 a cherché à institutionnaliser des bases importantes pour une coopération internationale en matière de soutenabilité, comme l'affirmation du principe « pollueur-payeur », les « responsabilités communes, mais différenciées », le « principe de précaution ». Toutefois, le Sommet a également institutionnalisé le concept de « développement soutenable » basé sur la « croissance soutenable ». En 1992, les Conventions de Rio ont reconnu pour la première fois les droits des communautés indigènes et leurs contributions à la conservation de la biodiversité. Mais, dans les mêmes documents, on a garanti aux pays industrialisés et aux corporations la protection des droits à la propriété intellectuelle des biens et des ressources génétiques qu'ils avaient acquis durant des siècles de domination coloniale.

L'Économie Verte est une tentative d'étendre la portée du capital financier et d'intégrer au marché tout ce qui reste dans la nature. À cet effet, l'Économie Verte donne une « valeur » ou un « prix » à la biomasse, à la biodiversité et aux fonctions des écosystèmes (comme le stockage du carbone, la pollinisation des cultures et le filtrage de l'eau) pour intégrer ces « services » comme des unités négociables sur le marché financier.

Par conséquent, l'Économie Verte traite la nature comme du capital, un « capital naturel ». L'Économie Verte considère qu'il est essentiel d'attribuer un prix aux plantes, aux animaux et aux écosystèmes pour mercantiliser la biodiversité, la purification de l'eau, la protection des récifs de corail et l'équilibre climatique. Pour l'Économie Verte, il est nécessaire d'identifier les fonctions spécifiques des écosystèmes et de la biodiversité pour évaluer leur situation actuelle, fixer une valeur monétaire et concrétiser en termes économiques le coût de leur conservation dans le but de développer un marché pour chaque service environnemental en particulier. Pour les idéologues, les instruments de marché seraient des outils pour surmonter « l'invisibilité économique de la nature ».

Les principales cibles de l'Économie Verte sont les pays en



développement, là où se trouve la plus grande biodiversité. Le « draft zéro » du document officiel de l'ONU reconnaît qu'il faudra une nouvelle tournée de « réglages structuraux »: « les pays en développement font face à de grands défis pour éradiquer la pauvreté et soutenir la croissance, et une transition vers une économie verte va demander de nouveaux réglages structuraux qui pourraient impliquer de nouvelles mesures de rigueur pour leurs économies... »

Les postulats de l'Économie Verte sont faux. La crise environnementale et climatique actuelle n'est pas une simple déficience du marché. La solution n'est pas d'attribuer un prix à la nature et en faire une forme de capital. Il est erroné de dire que nous n'accordons d'importance qu'à ce qui a un prix et un propriétaire, et qui dégage un profit. Les mécanismes du marché capitaliste se sont montrés incapables de contribuer à ce qu'une distribution équitable de la richesse se fasse. Le plus grand défi en matière d'éradication de la pauvreté n'est pas de pouvoir sans cesse se développer, mais de réussir à ce qu'une distribution équitable des richesses soit possible dans les limites du Système Terre. Dans un monde où 50% de la population pauvre ne détient que 1% des richesses de la planète et où les trois personnes les plus riches du monde ont les mêmes revenus que les 600 millions de personnes les plus pauvres, il ne sera pas possible d'éradiquer la pauvreté ni de rétablir l'harmonie avec la nature.

L'Économie verte est une manipulation cynique et opportuniste des crises écologique et sociale. Au lieu de traiter les véritables causes des inégalités et des injustices, le capital est en train d'user d'un discours « vert » pour lancer un nouveau cycle d'expansion. Les entreprises et le secteur financier ont besoin que les gouvernements institutionnalisent les nouvelles règles de l'Économie Verte pour s'assurer contre les risques et créer un cadre institutionnel pour incorporer des éléments de la nature aux engrenages financiers.



9. Extractivisme et énergie : deux dimensions du projet d'économie verte

L'expansion de ce qu'on appelle les industries extractivistes représente un des aspects les plus caractéristiques de la phase actuelle de la globalisation néolibérale, auquel les mouvements socio-environnementaux doivent s'affronter depuis les dernières années. *Le secteur énergétique soutient également les menaces du système spéculatif et financier*, qui touchent toute les formes de vie de la planète. Ensemble, les industries extractivistes et énergétiques sont devenues d'importantes alliées dans le nouveau programme de l'« économie verte », encouragée à Rio+20, grâce au document de base intitulé « *L'avenir que nous voulons* ».

Le modèle de production extractiviste a pour objectif l'exploitation des éléments de la nature qui, sans manipulation ni modifications significatives, font l'objet d'une appropriation et sont commercialisés sur le marché mondial. Ces activités qui traditionnellement font référence à l'extraction minière et à la production de pétrole, incluent aujourd'hui la pêche, l'exploitation du bois, l'agroalimentaire et le tourisme international de luxe. L'industrie extractiviste se base sur l' « accumulation à travers la spoliation » de biens tangibles et intangibles qui auparavant étaient d'utilisation publique et commune, qui étaient non exploités ou orientés vers la reproduction locale de la vie ou de la richesse. Cela ne permet pas de comprendre l'alliance entre la marchandisation des Biens Communs et des ressources naturelles et la privatisation des éléments sociaux communs (droits, services et entreprises publiques) qui atteignirent leur apogée dans les années 90.

Des « Accidents » et des tragédies environnementales liées à l'extractivisme et à des questions énergétiques vont en se multipliant, tout comme l'érosion de la souveraineté nationale et des peuples au bénéfice des corporations. Des communautés indigènes perdent leurs terres et leur souveraineté ; dernièrement, les droits démocratiques des personnes se sont affaiblis et ont été réduits ; des politiques de privatisation se mettent en place pour favoriser les intérêts des transnationales et des secteurs dominants nationaux et régionaux ; des accords internationaux sont violés ainsi que les lois nationales, dans le but de favoriser les industries extractivistes et liées à l'énergie. En outre, les pays d'Amérique Latine



ont donné le contrôle de concessions à des entreprises transnationales, qui représentent des milliers d'hectares pour 60 et parfois 90 ans, avec l'appui de gouvernements de différents courants politiques et idéologiques.

Actuellement cette industrie extractiviste étend rapidement son exploitation des ressources naturelles qui restent sur la planète. Par exemple, au fur et à mesure que les sources conventionnelles de minéraux commencent à s'épuiser, l'industrie de la méga extraction minière se jette à corps perdu sur des formes non conventionnelles de développement de ressources qui utilisent les combustibles fossiles de manière intense. Ainsi, les industries extractivistes lancent une attaque directe aux confins des dernières frontières de la nature et des biens communs en procédant à l'extraction de minéraux difficiles d'accès, dans des réserves profondes localisées à l'intérieur ou sous des bassins de roches sédimentaires, ou encore au fond de l'océan.

De cette manière, ces industries, non seulement encouragent une utilisation beaucoup plus intensive des combustibles fossiles qui émettent du carbone (comme le charbon, le gaz naturel), mais elles causent aussi un dommage énorme sur les écosystèmes. C'est le cas également d'autres industries extractivistes comme celle du pétrole et du gaz naturel, de l'agroalimentaire, des produits forestiers, de la pêche et du tourisme.

C'est ainsi qu'au nom d'une « économie plus verte », l'industrie extractiviste a essentiellement renforcé le modèle colonial de développement des ressources. Pour commencer à combattre ces tendances, il faut prendre des mesures d'action immédiates, comme par exemple :

- Repenser le modèle prédominant d'extraction des ressources et de dépendance des sources de combustibles fossiles polluants et autres pratiques environnementales insoutenables ;
- Insister pour que tous les projets extractivistes qui soient proposés sur des terres indigènes obtiennent le « consentement préalable et informé » des peuples indigènes ;
- S'assurer que les secteurs les plus pauvres de la société et les communautés touchées tirent parti des ressources générées par les industries extractivistes.

En outre, un lien s'est formé entre les industries extractivistes et énergétiques qui sont fortement financées aussi bien par des sources de capitaux privés que publics. Des fonds d'investissements et des banques sont avides d'investir et d'obtenir des profits grâce aux projets de la méga-extraction minière et autres formes d'extractivisme alliées à l'industrie des combustibles fossiles en commodities et futurs marchés, tandis que les gouvernements nationaux et des institutions financière internationales comme la Banque Mondiale distribuent des aides publiques annuelles aux deux industries (par exemple, 409 milliards de USD juste pour l'industrie de combustibles fossiles).

D'ailleurs, le monde dans lequel nous vivons actuellement est devenu peu à peu dépendant de l'utilisation de combustibles fossiles comme principale source d'énergie. Néanmoins la façon dont cette source d'énergie est produite, distribuée et utilisée, a causé de nombreux dégâts sur l'environnement à échelle globale, des troubles sociaux et des risques pour la santé. Le brûlage actuel de combustibles fossiles contribue pour plus de 40% aux émissions de gaz à effet de serre sur la planète, provoquant ainsi le réchauffement global et un chaos climatique. Pendant ce temps, plus de 1,4 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à des services basiques d'énergie, restant reléguées au stade perpétuel du sous-développement.

Comme source de pouvoir de toute société, l'énergie que nous produisons et utilisons envahit complètement notre quotidien. Elle est présente dans le transport de personnes et de produits, elle fait fonctionner nos industries et entreprises, elle réchauffe et refroidit nos maisons et lieux de travail. L'énergie est le sang de notre économie. Ainsi, l'énergie que nous produisons et utilisons peut aussi déterminer le degré de justice, d'injustice, de soutenabilité ou d'insoutenabilité du « développement » de nos économies. Toutefois, actuellement, au lieu de traiter les signes d'une crise climatique imminente, les élites globales continuent sur une voie énergétique qui va vers un avenir reposant sur les combustibles fossiles ; et maintenant sous le drapeau de la « croissance verte ».

Le moment est certainement arrivé (et peut-être est-il déjà tard) de promouvoir un changement fondamental dans le paradigme et le système énergétique dominant qui maîtrise nos économies. En tant que sociétés et communautés, nous devons réduire de manière substantielle notre dépendance envers les sources d'énergie sales et non renouvelables (comme le carbone, le pétrole et le gaz) et développer des sources d'énergie alternatives propres et renouvelables (comme l'énergie éolienne, solaire et à petite échelle, les énergies hydroélectriques et géothermiques). D'ailleurs, une transition fondamentale dans nos sources d'énergie est devenue un impératif à cette époque de changements climatiques aussi bien pour la survie de la planète que pour celle de l'humanité.

Toute solution réelle et définitive requiert un changement fondamental dans le système et dans le paradigme énergétique dominant. Pour commencer, on devrait y inclure des stratégies à court terme :

- Convoquer toutes les économies industrialisées pour développer un plan national d'action avec des objectifs clairs permettant de réduire de manière substantielle leur dépendance aux combustibles fossiles polluants d'ici 2030;



- Développer des stratégies nationales larges de transition vers des sources d'énergie propre et renouvelable grâce à une intervention gouvernementale avec une participation et un contrôle social;
- Supprimer toutes les aides gouvernementales aux industries minières et d'énergie et réinvestir ce capital pour promouvoir la transition vers le développement d'énergies propres et renouvelables.

La responsabilité de la réalisation de cette transition retombe fondamentalement sur les pays industrialisés qui ont la plus forte dépendance aux combustibles fossiles. Ici, le principe des « responsabilités communes, mais différencierées » entre les pays développés et en développement, adopté au Sommet de la Terre à Rio il y a vingt ans, doit être appliqué de manière juste et rigoureuse. Toutefois, pour être soutenable, cette transition énergétique doit être équitable. Le Sud Global doit avoir accès au capital et à la technologie nécessaires pour transiter d'une dépendance de combustibles fossiles vers le développement viable des sources d'énergie renouvelable. Si le « développement soutenable » doit être atteint, alors les 1.4 milliards de personnes qui actuellement ne disposent pas de services basiques d'énergie, doivent être « investis » dans cette transition.

Enfin, nous avons besoin d'une vision sociale à la fois nouvelle et audacieuse et un ensemble de stratégies pour aboutir à la transformation. Si cette transition énergétique prétend être juste et soutenable à long terme, des changements structuraux profonds seront nécessaires à l'intérieur du modèle de développement capitaliste prédominant. Fondamentalement, nous devons repenser la viabilité d'un système économique qui se base sur la croissance économique illimitée et sur la maximisation des profits.

Nous avons besoin de *repenser* nos modèles de production et de consommation, ainsi que le rôle de l'État et des marchés. Nous devons travailler pour réduire la consommation globale d'énergie de manière différente pour les différents pays et classes sociales. Nous devons éliminer la culture des agro-combustibles à grande échelle, l'exploitation du gaz de schiste et la privatisation de la biomasse, qui ont toutes pour objectif de produire encore plus d'énergie. Nous devons *repenser* de quelle manière l'énergie doit faire partie des biens communs et ce qui doit être fait pour assurer la croissance démocratique du contrôle de la production, de la distribution et de l'utilisation. Nous devons tracer un chemin pour sortir des systèmes économiques et modèles de développement actuels. Dans le cas contraire, nous finirons par revenir aux mêmes solutions faciles de destruction des moyens nécessaires à la survie de toutes les formes de vie, y compris de la Terre-Mère.

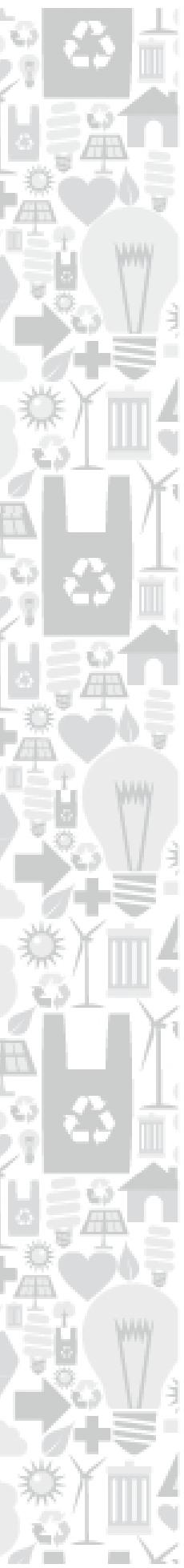


10. Promouvoir l'agriculture et la pêche soutenables, sociales et solidaires.

L'agriculture industrielle s'est posée dans le monde comme un modèle agricole à suivre, avec sa perspective de production orientée vers le marché, sans pour cela satisfaire les exigences alimentaires de l'être humain et d'équilibre de la planète. Des millions de personnes souffrent de la faim (dans leur grande majorité, ce sont les mêmes paysans et travailleurs agricoles qui produisent des aliments dans le cadre d'une agriculture paysanne) tandis qu'une poignée de corporations agroindustrielles font des milliards de dollars de profit et que près de 500 millions de personnes ont des problèmes d'obésité.

Responsable par excellence des changements climatiques avec son apport d'émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 50%, des migrations forcées à cause de l'expansion de la frontière agricole, de la destruction des rives, des connaissances culturelles et de la biodiversité, ce modèle se retrouve aujourd'hui au centre d'un carrefour compliqué où se croisent simultanément les crises des systèmes éthiques, technologiques, énergétiques, sanitaires, économiques, financiers et l'architecture du pouvoir mondial. Transiter vers un modèle d'agriculture plus soutenable, c'est rendre viable et soutenable chacun des systèmes qui le composent. Les propositions techniques ou sectorielles qui jusqu'à présent ont été présentées comme solutions, viennent aggraver davantage le problème ; par contre, l'agriculture écologique qui a montré être une option qui évite la détérioration de la nature de manière significative, n'a pas été prise en compte jusqu'à présent, ou pis encore, elle est en train d'être détruite par le modèle hégémonique.

Face à cette réalité, les mouvements sociaux et les organisations



populaires font un ensemble de propositions articulées autour de la construction de la souveraineté alimentaire, conçue comme une modalité intégrale de production agricole, qui défend l'agriculture paysanne et indigène comme créatrice d'aliments, de dignité et d'identité, y compris d'égalité des sexes. Ces propositions stimulent aussi des processus de reconstitution des territoires de vie et l'exigence de réformes agraires et liées à la pêche, pour que les communautés paysannes et de pêcheurs, leurs cultures et leurs formes de vie retrouvent un rôle central. On peut les articuler autour de trois thèmes : 1. Connaissance, biens et cultures paysannes et de pêcheurs ; 2. Droits et règles d'échange à l'échelle locale et globale ; 3. Coparticipation et contrôle social du système de production.

Les cultures qui soutiennent les agricultures paysannes et les activités liées à la pêche, sont avant tout un savoir partagé construit au fur et à mesure des générations, qui font partie du patrimoine des peuples et de l'humanité. Ces cultures qui font s'entrecroiser cosmovisions, valeurs, connaissances techniques et de tout type, sont de plus en plus détériorées et sous-valorisées par la logique agroindustrielle orientée vers la superproduction et le phénomène résultat de l'uniformisation alimentaire au niveau global, avec de gros impacts nutritionnels et environnementaux. Dans ce contexte, il s'agit de récupérer et de mettre en valeur les agricultures et les formes de vie locales, paysannes et originaires, en plus des systèmes de connaissance ancestraux de production d'aliments. Les mouvements paysans ont identifié clairement ce défi de diffusion d'information et de communication de leurs cultures.

Les états ont ici un rôle déterminant pour assurer le respect envers le caractère collectif des connaissances des communautés paysannes et de pêcheurs, et par conséquent, droit collectif de décision en matière d'accès et d'utilisation de ces connaissances. Les recherches formelles développées avec le soutien public font partie de ce bien public. Reconnaître la valeur des connaissances implique de promouvoir et de consolider une éducation intégrale, formelle et informelle, à tous les niveaux, en associant des dimensions spirituelles, matérielles et sociales, pour soutenir les multiples transformations liées à la souveraineté alimentaire. Cette éducation tend à se construire à partir de la pluriculturalité et la pleine participation des communautés au sein de chaque territoire. Les plantes natives font aussi partie du patrimoine des peuples et constituent une base fondamentale de la souveraineté alimentaire. Elles ont toujours circulé librement entre les mains des populations, soignées par les peuples originaires qui ont pris soin de les faire proliférer. Toute tentative de patenter et d'imposer une propriété intellectuelle sur la Vie et sur ces biens immatériels et matériels est contraire à sa propre nature et doit être interdit.

Il ne peut y avoir d'agriculture soutenable et de souveraineté alimentaire sans dignité et sans identité pour les producteurs, sans qu'il y ait affirmation de la primauté de leurs droits et de ceux de la Terre-Mère et sans l'assurance de la circulation équitable des biens et des ressources. Il ne suffit pas de changer la logique de production industrielle des aliments orientée vers le marché global et le profit ; il s'agit, plus profondément de changer la vision qui considère la terre comme une ressource d'exploitation sans droit, destinée à satisfaire des désirs démesurés de croissance. Tous les êtres vivants et la Terre-Mère ont des droits et peuvent accéder et jouir de l'eau. Ceci implique nécessairement de reconnaître le droit des peuples à contrôler et à réguler l'usage et la manipulation respectueuse et solidaire de l'eau dans le cadre de conventions internationales et du droit consuetudinaire, en interdisant sa marchandisation sous toutes ses formes. Ce n'est qu'avec la reconnaissance de ces droits que la biodiversité pourra se placer au-dessus des mécanismes de privatisation de la propriété intellectuelle et d'autres accords commerciaux de droit international.

De la même manière, la mise en place de nouvelles politiques et normatives de protection pour la production d'aliments à petite échelle et sa commercialisation internationale est un support fondamental. Aussi bien les pratiques de vente des produits en-dessous du prix de production (dumping) que les pratiques commerciales déloyales des pays industrialisés qui corrompent les prix des aliments, doivent être condamnées. Il est inévitable d'établir des barrières tarifaires équivalentes aux subventions incorporées aux produits exportés, permettant ainsi la libre circulation des productions locales. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de refuser, condamner et interdire toute stratégie politico-militaire et commerciale qui porte atteinte à la souveraineté alimentaire des peuples et les rend vulnérables aux changements climatiques.

Le contrôle social et la coparticipation aux systèmes de production constituent une autre référence-clé pour disputer le pouvoir dans le système alimentaire capturé par des groupes économiques. D'innombrables technologies et processus technologiques mettent en péril la survie des écosystèmes et sont développés uniquement dans le but d'augmenter la productivité et les profits que se partage un petit nombre d'entreprises. Ces technologies et processus accélèrent le changement climatique avec l'utilisation de combustibles agricoles, d'organismes génétiquement modifiés, la nanotechnologie et des propositions de géo-ingénierie. Dans ce contexte, il est non seulement nécessaire de créer un contrôle social sur les technologies dans le but de s'opposer à leur expansion, mais aussi pour adapter les systèmes de production aux contextes productifs locaux. Ceci implique d'encourager et de financer des politiques et des mécanismes de contrôle social participatif et public, qui puissent combiner recherche et investissement pour éliminer l'utilisation d'intrants agricoles basés sur la pétrochimie, améliorer le contenu organique du sol, consolider les marchés locaux et l'agriculture urbaine, protéger les sources d'eau et soutenir l'agriculture familiale.



11 Des emplois climatiques maintenant !

Nous sommes confrontés à une crise environnementale et à une crise économique globale. Nous avons besoin de solutions pour les deux et nous en avons besoin tout de suite. Des activistes et des organisations syndicales d'autres pays sont en train de se battre pour la création d'emplois climatiques maintenant.

Ces campagnes partent de deux principes. Premièrement, le fait que les personnes veulent travailler mais qu'il existe une profonde crise globale de l'économie capitaliste et que même s'il y a une « reprise » dans une grande partie du monde, le chômage de masse durera de nombreuses années. Certains pays apparemment ont plus de chance. Deuxièmement, nous devons stabiliser les émissions de gaz à effet de serre au cours des prochaines vingt années.

La cause la plus importante des changements climatiques est l'émission de gaz à effet de serre, tout particulièrement le dioxyde de carbone (CO₂). Le CO₂ est libéré lors de la combustion de charbon, de pétrole et de gaz. Dans le monde entier, on brûle du charbon, du pétrole et du gaz pour trois raisons principales : pour fournir de l'électricité aux industries et pour l'usage domestique ; pour alimenter en chaleur les industries et les logements à usage privé, et pour le transport, en particulier pour les voitures.

Pour réduire ces émissions, il est nécessaire de procéder à des changements importants, parmi lesquels, nous en signalerons trois qui ensemble, pourraient résoudre plus de la moitié des problèmes. Nous devons multiplier la production d'énergie éolienne et solaire à l'échelle globale pour fournir de l'électricité à partir d'une énergie renouvelable. Ainsi, nous pourrons utiliser cette énergie pour l'industrie, le chauffage des maisons et le fonctionnement d'autobus et de trains. Nous devons faire en sorte que plus de personnes utilisent les transports en commun au lieu de leurs voitures particulières. Et il nous faut restaurer des logements et des édifices publics dans le monde entier pour qu'ils utilisent moins d'énergie et qu'ils soient plus chauds en hiver et plus frais en été.

Toute la technologie permettant d'atteindre cet objectif est déjà disponible. Le problème de la réalisation d'actions concrètes dans le domaine des changements climatiques est politique et non pas technologique. Des gouvernements du monde entier affirment qu'on ne peut rien faire dans ce sens car « ça coûterait très cher ». Mais le coût signifie créer des emplois. Les campagnes pour la création d'emplois climatiques luttent pour la création, à l'échelle globale de 120 millions de nouveaux emplois climatiques. Il ne s'agit pas d'une donnée arbitraire, en réalité cela correspond à la quantité de travail nécessaire pour stabiliser le CO₂ dans l'atmosphère dans les vingt prochaines années. Au Brésil, cela signifierait créer trois millions d'emplois ; aux Etats-Unis cinq millions ; et en Inde quarante millions d'emplois climatiques.

Nous parlons d'emplois climatiques, pas d'« emplois verts ». Les emplois climatiques sont ceux capables de réduire de manière drastique la quantité de gaz à effet de serre que nous générions et que nous relâchons dans l'atmosphère, et grâce auxquels nous pouvons ralentir les changements climatiques. « Emplois verts » peut vouloir dire n'importe quoi, emplois dans l'industrie de l'eau, dans les parcs nationaux, dans le contrôle de la contamination, etc. Ces emplois sont précieux, mais ils ne stoppent pas les changements climatiques. Nous parlons de nouveaux emplois, non pas d'emplois qui existent déjà actuellement. Nous ne voulons pas d'emplois avec l'étiquette du climat ou avec le mot « soutenable » imprimé dessus.

Nous voulons les emplois maintenant. Nous ne voulons pas que les



gouvernements promettent de « créer » des emplois avant 2030 juste pour exprimer leur intérêt pour le secteur. S'ils veulent créer des emplois, il faut le faire maintenant et payer maintenant. Nous voulons que les gouvernements commencent à embaucher des personnes immédiatement. S'il y a intention de créer un million d'emplois, nous voulons que dans un an, les personnes aient un travail à un poste stable. Un travailleur peut commencer à travailler dans l'installation de l'isolement pour protéger les maisons du froid, puis par la suite il peut recevoir une formation pour monter des turbines éoliennes et, dix ans plus tard, recevoir une nouvelle formation pour conduire des omnibus.

Nous devons protéger les personnes qui pourraient perdre leur travail. Le changement vers une économie bas carbone peut créer beaucoup de nouveaux emplois. Mais certains travailleurs finiront par perdre leur emploi dans les industries plus polluantes comme celles qui fabriquent des automobiles et l'extraction minière. Si nous ne protégeons pas ces personnes, il y aura conflit entre différents groupes de travailleurs. La seule façon de protéger ces travailleurs, c'est de créer des emplois gouvernementaux. Si le gouvernement emploie les nouveaux « travailleurs climatiques », il doit garantir une nouvelle formation et de nouveaux emplois, aux mêmes salaires, à toute personne susceptible de perdre son travail dans les secteurs industrialisés à forte émission de carbone. C'est la raison pour laquelle les campagnes en faveur des emplois climatiques requièrent la création de Services Climatiques Nationaux, financés et administrés par les gouvernements. Certains pays mettent en place des actions similaires pour d'autres objectifs. Nous voulons la même chose pour le Climat.

Dans les pays capitalistes centraux, les emplois climatiques doivent être créés là où ils soient le plus efficaces en matière de réduction des émissions. La plus grande partie des émissions dans ces pays a lieu dans l'industrie, le transport, et l'énergie utilisée dans l'entretien des édifices, ce qui signifie que la plus grosse partie des nouveaux emplois devra être créée dans la fabrication, le transport et la construction. Par exemple : dans la construction et la maintenance de turbines éoliennes ; dans la construction et la maintenance de l'énergie solaire ; dans la construction et la maintenance du réseau électrique de longue distance ; dans la construction, la conduite et l'entretien des omnibus électriques ; dans la construction et la mise en service de réseaux ferroviaires électriques ; dans l'isolement des maisons et des immeubles ; dans l'installation de systèmes solaires sur les toits des maisons et des immeubles ; dans la formation des travailleurs à leurs nouvelles fonctions. Et il est encore possible de créer des centaines d'autres types d'emplois.

Dans de nombreux pays plus pauvres, il existe d'autres possibilités pour l'utilisation du soleil et du vent. Ils peuvent produire beaucoup plus d'énergie renouvelable, ce dont le monde a besoin, et réduire la production polluante et l'énorme gâchis qui a lieu actuellement. Les câbles modernes peuvent conduire cette électricité tout le long des continents si besoin, sur des milliers de kilomètres de distance. Il existe des dangers évidents dus aux entreprises multinationales et aux grandes puissances ; nous connaissons déjà les types d'exploitation, de corruption, de guerres qui existent à cause du pétrole. Mais cette énergie peut également générer de l'espoir pour les pays pauvres de nombreuses régions du monde.

Le transport collectif, privé et commercial produit plus ou moins le même pourcentage d'émissions dans tous les pays. Le chauffage et l'énergie utilisée dans les maisons et édifices s'ajoutent à une petite partie des émissions dans les pays plus pauvres car ils ne possèdent pas de logements adaptés. Au fur et à mesure de la réduction des émissions industrielles et de l'électricité, il faudra aussi construire des logements de meilleure qualité et énergétiquement efficaces.

Il existe aujourd'hui quelques pays qui ne produisent pratiquement pas d'émissions. Mais ils auraient de toute façon besoin de créer des emplois climatiques pour créer des industries, des réseaux électriques intelligents, des transports et des logements adéquats, avec de faibles taux d'émission de carbone. Tout cela est tout à fait possible, mais seulement si les pays riches s'intègrent également dans une économie bas carbone et qu'ils réduisent leurs demandes en énergie.

En outre, dans la mesure où les changements climatiques progressent, beaucoup de pays auront besoin de travailleurs pour construire des barrages contre les inondations et les tempêtes tropicales. Les gouvernements aussi devront aider les agriculteurs et les éleveurs touchés par la sécheresse ; il ne s'agit pas seulement d'apporter une assistance alimentaire, mais également des travaux de soutien à l'agriculture et à l'élevage. Nous voulons aussi des emplois industriels et la génération d'énergie renouvelable dans les zones rurales les plus affectées par les changements climatiques.

Ce sont des projets ambitieux : cent millions de nouveaux emplois. Cette entreprise doit être menée à bien pour ralentir les pires effets des changements climatiques, et elle ne serait pas nécessaire si nous jouissions du plein emploi dans le monde. Le travail qu'il faut faire offre la possibilité d'obtenir des emplois dignes et d'aller vers une croissance économique tout en protégeant la planète.

Si nous ne mettons pas un frein aux changements climatiques, nous risquons de ne pas mesurer l'ampleur de la tragédie dans laquelle nous pourrions nous retrouver. Il y aura des millions de morts, mais nous ne saurons pas exactement combien. Tout aussi important, la façon dont les personnes devront se comporter pour subsister dans des périodes dramatiques, ainsi que les effets à long terme des relations entre êtres humains dans des situations désespérées. La solution est de donner du travail à des centaines de millions de personnes, que ces personnes prennent soin les unes des autres et de toutes les espèces vivantes et qu'enfin on commence à éradiquer la pauvreté.



12. Pour une consommation responsable, juste et durable

Le modèle de croissance constante de stimulation à la consommation est basé sur la production à obsolescence programmée et sur l'offre technologique et des produits non réparables et incompatibles qui sont désirés par de nombreux consommateurs grâce aux artifices du marketing. Ce modèle est directement responsable de l'augmentation de l'utilisation des ressources naturelles et de la génération de déchets.

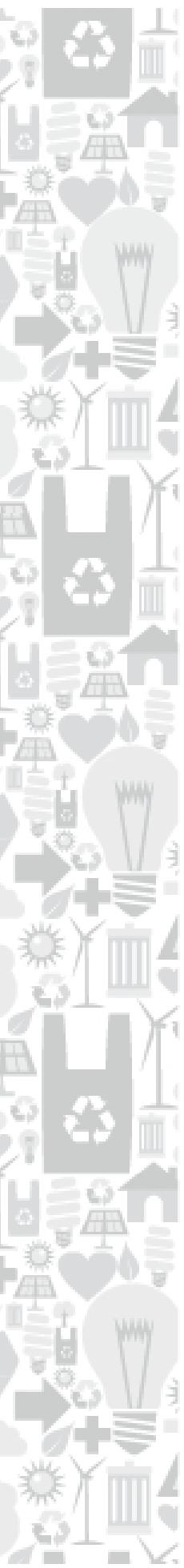
Soutenu par les gouvernements qui favorisent les intérêts du marché qui ne sont pas d'intérêt public, et insoutenable du point de vue écologique et social, ce modèle s'instaure, se reproduisant et se consolidant grâce à la publicité et aux moyens de communication. Ceux-ci font la promotion avec une grande habileté, de styles de vie où le pouvoir de consommer toujours plus est directement associé à l'idée de bonheur. Dans la pratique, ce processus favorise la dérégulation des marchés, en donnant un pouvoir illimité aux entreprises qui opèrent exclusivement en faveur de leurs intérêts, en touchant les citoyens du monde entier.

Discuter de nouvelles formes de production, de consommation et de styles de vie est devenu crucial. Les gouvernements doivent s'engager à travers des politiques publiques qui stimulent et multiplient des modes de production, distribution, consommation et post-consommation plus justes et plus durables. Pour que les entreprises changent de manière significative leurs modes et modèles de production et de gestion, nous avons besoin d'une démocratie économique qui change les relations de pouvoir qui existent à l'intérieur même des entreprises, en favorisant des mécanismes d'autogestion et de contrôle social. Il ne suffit pas d'incorporer de nouvelles procédures et d'avoir recours à des stratégies de marché qui apposent le label « vert » sur la production.

Il faut responsabiliser les entreprises dans leurs chaînes de production sur les impacts socio-environnementaux qu'elles produisent. Pour cela il est indispensable de réaligner les structures de pouvoir de sorte que les départements responsables des politiques de recherche et développement occupent une place d'importance dans la vie des entreprises. Il est urgent de créer des mécanismes qui les engagent à augmenter la qualité de leurs produits et services avec des objectifs aussi bien de réduction de la publicité auprès des consommateurs que de diminution des impacts de leurs activités. Ceci implique de respecter le droit à l'information, le principe de précaution et de réparer les dommages personnels et collectifs proportionnellement aux impacts subis.

Il est indispensable de travailler sur un calendrier de transition juste des systèmes productifs, en respectant les droits des travailleurs et des consommateurs. Ce calendrier n'est pas purement négatif et doit être envisagé comme une opportunité de mettre en place des solutions viables et de construire d'autres modèles d'activités.

Les entreprises imposent des produits dont la durée de vie est programmée. Leur vie utile étant trop courte, leur réparation financièrement non viable, et ayant des impacts du point de vue social et environnemental, ces produits deviennent obsolètes à une vitesse qui est incompatible avec un monde aux ressources limitées. Nous voulons des produits et des services de qualité, des marchandises qui respectent le principe de précaution, réparables, plus durables, avec moins d'emballage et dans un cycle fermé. Des produits et services qui intègrent dans leurs coûts, les investissements nécessaires pour minimiser les impacts sociaux et environnementaux dus à leur production. Les stimulations à la production doivent tout d'abord être destinées à satisfaire les besoins les plus primaires de la population et à éliminer les subventions perverses qui stimulent la production et la consommation non durables.



Le consommateur a besoin de recevoir un enseignement, des informations sur l'impact socio-environnemental de ses choix. À l'opposé, la publicité mensongère et maquillée de vert (greenwashing) est l'une des grandes escroqueries actuelles. Ces pratiques doivent être freinées par la réglementation de la publicité. Les moyens de communication doivent mettre en avant les contenus liés à la justice sociale et environnementale, ce qui est possible avec des systèmes d'information et d'éducation multidisciplinaires, démocratiques et basés sur la participation citoyenne.

Dans le domaine de l'information sur les produits, il est essentiel de réglementer l'étiquetage pour en faire un instrument de promotion des connaissances et de choix individuel, avec des conséquences collectives positives. L'éducation est fondamentale pour le progrès général de la citoyenneté, mais réduire la vulnérabilité du consommateur implique en plus d'élaborer des stratégies qui vont bien au-delà. Des campagnes et des procédures d'information intégrées sont des puissants alliés de l'éducation environnementale et de la consommation soutenable. Les nouvelles technologies ne peuvent pas avoir uniquement comme finalité le perfectionnement de produits ou de services ou l'utilisation efficace des ressources par les entreprises, elles doivent aussi assurer une qualité de vie pour tous.

Les solutions existent. Il faut seulement qu'elles se fassent plus visibles et plus accessibles. L'avenir alternatif se base sur la logique de la coopération et de la construction de solutions partagées. Beaucoup de ces solutions sont en marche depuis des années. L'économie et la commercialisation solidaire basées sur l'autogestion et la collaboration, ainsi que l'agriculture biologique familiale, sont des exemples réels du potentiel de transformation des modèles actuels de production et de consommation. Il existe d'innombrables groupes locaux de résistance, des femmes productrices, entrepreneuses d'actions de gestion responsable de biens communs, des groupes de consommation responsable, des coopératives de commercialisation solidaire, des groupes de mobilité, de moyens de communication et de culture libre, d'économie créative, de tourisme communautaire, de communautés d'échange et de troc solidaire, par exemple. Ces alternatives impriment un nouveau développement qui dépasse la logique de la concurrence et de la pénurie. Mais pour que les solutions prennent de la dimension et s'interconnectent, il faut le soutien et l'appui des gouvernements, en augmentant la résilience face aux inégalités sociales, aggravées par les changements climatiques. Outre la réaffirmation d'engagements internationaux, les gouvernements nationaux ont besoin de protéger les *Biens Communs*, de réguler les failles des marchés et de parier sur les mécanismes de consolidation de la participation et de l'importance du rôle local à jouer dans la résolution de problèmes à l'échelle globale.

L'alimentation saine et accessible est un droit universel. Le système mondial de l'alimentation sert les intérêts d'un petit nombre. Quatre corporations dominent la commercialisation mondiale de grains et de semences. Il y a une production suffisante pour que personne ne souffre de la faim, mais les gouvernements doivent cesser de stimuler la production basée sur l'utilisation d'agro-toxiques et la monoculture extensive, dans le but de garantir la sécurité alimentaire, une distribution et une consommation justes. Il est nécessaire d'adopter des mesures coordonnées pour encourager la production locale basée sur des modèles soutenables des points de vue social et environnemental, d'encourager un étiquetage adapté, de réglementer la publicité pour les aliments et les boissons qui représentent un risque pour la santé, d'assurer une offre en aliments sains dans les écoles et favoriser la distribution de produits locaux, grâce à la consolidation de la production familiale et agrobiologique, et de la reconnaissance du rôle de la femme dans le concept de « soin », dans la production et son influence dans les décisions de consommation.

Les déchets sont des ressources. Les gouvernements, les entreprises et les consommateurs ont des responsabilités partagées pour rendre effectif un modèle basé sur l'utilisation rationnelle et soutenable des ressources, ce qui implique non seulement d'élargir la gestion responsable de ces ressources, mais aussi de changer de logique quant à leur production inutile. Cela exige des actions continues d'information et d'éducation pour le consommateur, des encouragements fiscaux et le soutien technologique pour l'utilisation de matières premières réutilisées et recyclées, pour l'élaboration de produits qui favorisent la réutilisation et des rejets moins impactants, en plus d'une universalisation des services de récupération sélective et de recyclage, grâce à un énorme contingent de travailleurs aujourd'hui marginalisés.

Le secteur des transports est l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre, responsables des changements climatiques. Au lieu d'encourager un modèle industriel déjà séculaire où l'industrie automobile était le symbole du développement national, les gouvernements doivent promouvoir des politiques et des investissements qui privilégient le transport public et des alternatives comme la bicyclette. Cette transition passe également par l'encouragement à l'utilisation de véhicules moins polluants et plus efficaces du point de vue énergétique. Les standards urbanistiques actuels ne font pas que consommer des ressources naturelles en abondance ; ils drainent une grande partie des investissements et de la qualité de vie des habitants. Les villes doivent être plus conviviales, compactes, démocratiques et non violentes.



13.

Initiatives de transition vers une nouvelle économie juste, soutenable et solidaire

L'objectif à atteindre est la suppression de la subordination du monde aux finances globales et rendre aux sociétés le contrôle du crédit, de la monnaie et des finances. Les finances sont des générateurs permanents d'inégalités. La monnaie a été confisquée par les puissances économiques et financières du capital : c'est une institution sociale, un Bien Commun qui doit être nationalisé. C'est un outil qui permettra aux sociétés et aux communautés de choisir ce qu'elles veulent produire, pour qui elles veulent produire, comment elles veulent produire et également ce qu'elles ne doivent pas produire.

Le contrôle des finances

Nos propositions font référence à la réglementation des marchés financiers, à l'interdiction de pratiques spéculatives et au contrôle des finances. Toutefois, cela n'a de sens que si le champs d'activité des finances se réduit ou est réglementé, en particulier concernant la financierisation des biens agricoles et alimentaires, des Biens Communs naturels essentiels à la vie (eau, biodiversité, air, énergie, terre), des Biens Communs sociaux (santé, éducation) et des Biens Communs de la connaissance. En outre, il est nécessaire d'en finir avec la dictature des actionnaires, l'oligarchie des finances et avancer vers une démocratie économique. Il faut réduire substantiellement l'inégalité dans le monde et à l'intérieur des différents pays, sous peine de compromettre la possibilité de pratiques démocratiques. Un monde démocratique n'est possible qu'avec une économie beaucoup plus égalitaire.

Propositions:

- Socialiser les institutions financières et les banques: séparer les banques d'affaires et les banques de crédits; interdire les produits dérivés; reconnaître et soutenir les monnaies sociales et complémentaires et les finances solidaires mises en avant par les collectivités territoriales et par l'économie sociale et solidaire;
- Interdire les paradis fiscaux et lutter contre toutes les formes de corruption et de piraterie financière;
- Intégrer les institutions financières internationales au système des Nations Unies et subordonner ces institutions aux droits sociaux, écologiques et politiques définis dans ce cadre;
- Audit citoyen de la dette mondiale;
- Augmenter les fonds publics: mettre en place un impôt sur les transactions financières; apports obligatoires et différenciés des État à des fonds publics gérés au sein des Nations Unies, pour mettre fin à la financierisation des ressources naturelles et initier la transition écologique et sociale;
- Réglementer les marchés agricoles et alimentaires et interdire les produits dérivés;
- Définir des règles pour arracher les Biens Communs à la domination des finances;
- Instaurer un tribunal international pour juger les délits écologiques et sociaux et le non respect de ces règles.

Dépasser le concept d'économie de la croissance

La croissance économique globale, y compris la croissance verte, est le problème et non la solution : même si à court terme elle peut se traduire par une réduction de la pauvreté dans certains pays, elle génère des inégalités insupportables, épouse les ressources non renouvelables et provoque des guerres pour les contrôler, enferme le travail et la system,

nature à l'intérieur d'un système productiviste et nie les droits des peuples, en particulier celui des peuples indigènes soumis aux politiques extractivistes. Les sociétés que nous voulons pour nous, sont celles du bien-vivre, de la sobriété, de la définition collective et démocratique des besoins et de leurs limites.

Propositions:

- Appliquer le principe d'un revenu minimum et d'un revenu maximum;
- Privilégier le développement des consommations collectives pour améliorer tout particulièrement les conditions de vie des populations les plus précaires et garantir la soutenabilité écologique: transports, logement, éducation, santé, énergie, culture;
- Ces biens et services collectifs seront garantis tant par les États que par les communautés de base dans le cadre d'une économie sociale et solidaire;
- Définir de nouveaux droits pour garantir l'accès aux bien fondamentaux; ces droits seront garantis par une gratuité ou une quasi-gratuité d'accès à une quantité déterminée, avec des tarifs progressifs en fonction de la consommation.

Inverser la globalisation capitaliste au profit de la coopération internationale

La globalisation imposée par le marché capitaliste détruit la diversité des sociétés et leur capacité à se construire de manière autonome. Par conséquent, il existe une véritable régression des coopérations internationales et la tentation de dédoublements identitaires ou nationalistes.

Propositions:

Pour retrouver la capacité politique qui permette de choisir les voies de transition et de construction d'une solidarité internationale, il faut:

- Reconnaître la souveraineté alimentaire;
- Reconnaître la souveraineté énergétique: mettre en place des systèmes énergétiques sobres et lutter contre la précarité énergétique: reconnaître le droit aux services énergétiques de qualité et non polluants comme un droit humain essentiel et inaliénable; gestion publique relocalisée et décentralisée du système énergétique dans le but de garantir l'accès aux services à toutes et à tous; promouvoir les énergies renouvelables et choisir des techniques simples et appropriées;
- Localiser les activités selon le principe de subsidiarité: privilégier tout ce qui peut être produit localement ou régionalement;
- Promouvoir les échanges locaux et régionaux et remettre en question les traités de libre-échange; promouvoir le commerce juste et équitable;
- Gestion sociale des terres; droit d'accès à la terre pour les paysans; droit d'accès pour les femmes; protection des savoir traditionnels et promotion de techniques simples et appropriées.

14. Communes: une autre logique économique, sociale et culturelle



Le capitalisme est une logique sociale et politique qui irradie tout le corps social. Logique qui non seulement structure des institutions et concentre du pouvoir, mais qui est aussi internalisée dans une grande partie des populations. Il traverse nos corps. Il colonise nos esprits. Il occupe notre terre. S'émanciper de cette colonisation et éliminer toutes les formes de domination est l'objectif à atteindre par les mouvements progressistes. Cela requiert de remettre en question les bases sur lesquelles s'est assise la modernité. Une révolution mentale qui déstabilise l'infrastructure intellectuelle en vigueur. Pour cela, il nous faut aussi nous modifier puisque les institutions et les logiques mercantiles se reproduisent dans les individus et que ce sont eux qui font fonctionner ces structures.

Actuellement dans le capitalisme libéral, les marchés financiers avancent. L'économie verte ne fait que montrer que l'argent a besoin de nouveaux marchés pour se valoriser. Les aliments, les dimensions de la nature essentielles à la vie, les services sociaux communs et les communes de la connaissance sont financiarisés et transformés en marchandise.



Voilà le problème ! Pour ces raisons, les alternatives ne progressent que si le champs d'activité du marché et des finances se réduit et si nous réussissons une transformation intellectuelle. Les pratiques sociales dont nous avons besoin exigent que nous repensions les relations entre les humains et la Terre-Mère. Respecter les droits de la nature est une hypothèse pour la logique des Biens Communs qui à son tour renforce les droits de la nature.

Les dénommés « biens communs » ne sont pas des biens. Ce ne sont pas des « choses » séparées de nous. Ce ne sont pas seulement l'eau, la forêt ou les idées. Ce sont des pratiques sociales de « commoning », d'actions conjointes, basées sur les principes de partage, prendre soin, et produire en commun. Pour les garantir, tous ceux qui participent à un « bien commun » ont le droit de décider ensemble des normes et règles de sa gestion.

Nous avons des exemples de mécanismes de telles expériences et innovations et de leur extrême richesse, comme par exemple: les systèmes de gestion communautaire de forêts; les canaux d'eau; les zones de pêche et de terre; les nombreux processus de « commoning » du monde numérique, comme les initiatives culturelles et de software libres; les initiatives non commerciales d'accès au logement dans les villes; les stratégies de consommation coopérative liées aux monnaies sociales et bien d'autres encore. Toutes sont clairement des formes de gestion différentes, aussi bien de celles du marché que de celles qui sont organisées par des structures hiérarchiques. Ensemble, elles offrent un kaléidoscope riche en auto-organisation et auto-détermination. Et toutes ont été laissées de côté et marginalisées dans les analyses politiques et économiques classiques. Elles se nourrissent de l'idée que personne ne peut accéder à une vie satisfaisante sans être intégré dans des relations sociales; que la pleine réalisation personnelle dépend de la réalisation des autres et vice-versa. De cette manière, on élimine les frontières entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif.

Tout comme le capitalisme, le « commoning » est plus qu'un mode de production et de régulation. Et il n'appartient pas au passé : il jouit d'une bonne santé, de vitalité, aussi bien dans les communautés locales que dans les communautés virtuelles globales. Maintenant, notre défi est d'élargir ces relations à la société dans son ensemble. Ceci nous permettra de dépasser les limites des dualismes qui ne reflètent, ni ne répondent aux problématiques de la vie : public ou privé, étatique ou commercial, nature ou culture, objet/corps ou sujet, homme ou femme. Il existe toujours deux aspects de la réalité, au-delà de ces dualismes.

Lorsque nous parlons de Biens Communs, nous ne parlons pas uniquement de la manière de satisfaire les besoins de base dans leur ensemble, mais aussi de la façon de (re)produire en commun la vie moderne. Il est encourageant de penser que les nouvelles technologies de génération d'énergie propre, ou de l'information et de la communication nous permettent de réaliser de nouvelles expériences de commoning. Ces technologies nous fournissent des outils pour produire en collaboration, peer-to-peer, ce dont nous avons besoin : énergie électrique, softwares libres, designs, médicaments et plus encore. À leur tour, les radios communautaires, l'avènement du copyleft ou les expériences numériques d'auto-organisation sont de nouveaux outils qui vont permettre de consolider un paradigme selon lequel ce qui est produit par tous est destiné à l'usufruit de tous. De tels outils et formes de collaboration ont le potentiel de transformer les relations de pouvoir et de production ainsi que la distribution des richesses. C'est à nous de bien savoir les utiliser!

Cela exige d'aborder de façon critique l'ubiquité de la propriété privée puisque dans les Biens Communs il existe de nombreuses et très variées formes de propriétés. Lorsque nous parlons de Biens Communs, nous ne parlons pas de « terre de personne », mais davantage d'espaces contrôlés par les propres utilisateurs et utilisatrices. De cette façon, cela exige également de remettre en question la propriété intellectuelle, concernant aussi bien les droits d'auteur que les patentés. Les fruits de la science publique sont systématiquement patentés. Mais la communauté scientifique que nous payons avec nos impôts, et la société, doivent réaffirmer que la connaissance scientifique fait partie des Biens Communs, qu'elle constitue notre patrimoine, accessible à toutes et à tous. Tout ce qui a été produit et financé avec des ressources publiques doit rester dans le domaine public!

Une science au service du bien commun est, certainement, une autre science. Elle se demanderait non seulement comment résoudre des problèmes (technologiques ou scientifiques) ou comment assumer le contrôle de certaines choses, mais aussi... comment vivre en harmonie. Les connaissances ancestrales qui font partie du patrimoine intellectuel de l'humanité ne peuvent pas être marginalisées. Elles répondent à des concepts comme celui de « Vie Pleine » et de « Bien-vivre », porteurs de logiques et d'aspirations très différentes de celles de la marchandisation de la nature. Les organisations sociales, particulièrement celles des peuples traditionnels et des paysans, doivent faire partie intégrale du suivi des territoires, des systèmes de gouvernance et des (nouvelles) technologies, indépendamment des gouvernements.

Les Biens Communs sont l'avenir et non pas le passé. Et l'avenir n'est pas un lieu vers lequel nous allons, mais un espace que nous sommes en train de créer. Il n'y a pas de routes vers le futur : c'est nous qui les construisons. Et le processus de construction transforme autant celui qui construit que l'objectif en lui-même.





droits et pouvoir : peuples, territoires et défense de la Terre-Mère



15. Défendre les droits en péril

La conférence Rio+20 va se dérouler pendant une période de crises graves et multiples de notre modèle actuel de développement. Cet événement pourrait devenir un espace pour pouvoir progresser dans le respect des droits de l'homme. Toutefois, il existe un risque de régression dans le document final de l'UNCCD.

Nous pensons que l'idée d'une « économie verte pour éradiquer la pauvreté » est une étape plus profonde du même modèle de développement, qui au delà du fait qu'elle ne traite pas le thème de l'inégalité sociale et ne garantit pas les droits sociaux et environnementaux, elle commercialise les changements fondamentaux de la nature.

Nous dénonçons une régression par rapport aux victoires de Rio 92, les dénommés principes de Rio, comme le principe des Responsabilités Communes bien que Différenciées, le Principe de précaution, le Principe du Pollueur Payeur, qui ne sont pas suffisamment mis en exergue dans le document.

À partir du moment où l'ONU n'offre pas de mécanismes de suivi des engagements pris et des droits acquis dans les différentes conventions et conférences, les corporations gagnent de plus en plus de territoires et de priviléges dans leurs agences et à travers leurs programmes. Il s'agit d'une menace pour le multilatéralisme et cela met en péril la capacité d'assurer l'universalité et la gratuité des droits.

À Rio+20 nous ne pouvons accepter une régression en matière de droits déjà consolidés dans des conventions, traités et résolutions internationales, comme par exemple: le droit des peuples indigènes, le droit à l'eau, les droits des travailleurs, les droits des femmes, les droits à la santé sexuelle et à la reproduction, le droit à l'éducation, le droit à la souveraineté alimentaire et les droits des migrants, principalement dans un contexte d'urgence lié au changement climatique.

Il n'est pas possible de reconnaître uniquement les droits de l'homme sans provoquer un déséquilibre avec la Terre-Mère. On ne peut pas continuer à tenir un discours générique sur les droits de l'homme comme si l'il s'agissait d'un ensemble de victoires pleinement compatibles entre elles et dont l'élargissement, l'extension, la défense signifieraient nécessairement un progrès sur la voie de l'émancipation humaine. Une logique permanente expansive des droits de l'homme n'est pas compatible avec les droits de la Terre-Mère (si l'il s'agissait effectivement d'une fenêtre ouverte vers un autre modèle de civilisation, et pas seulement une consigne), il est absolument nécessaire de repenser de façon radicale toute la tradition des droits de l'homme qui, au-delà de son noyau libéral, est profondément anthropocentrique. Nous espérons aussi que Rio + 20 sera le théâtre de l'élaboration d'une vision d'avenir sur le modèle de société que nous voulons, et nous pensons que la reconnaissance des droits de la Terre-Mère est une étape nécessaire pour mettre en place un changement de paradigme pour un nouveau modèle de société juste et soutenable.



16. Les droits de la Terre-Mère ouvrent la voie vers une nouvelle civilisation

Tout au long des siècles, notre mode civilisateur s'est éloigné petit à petit des grands équilibres naturels capables de protéger et de générer la vie sur la planète.

Le monde s'est transformé de manière irréversible en une communauté unique d'arrivée, interdépendante et interconnectée, tandis que notre façon de l'habiter s'est faite à travers la soumission et la destruction des êtres humains et de la nature, encouragée par la structure positiviste des sciences modernes et de l'expansion capitaliste. Ce mode nous impose une logique de concurrence et de croissance illimitée qui a séparé l'être humain de la nature selon une perspective de domination de ce dernier sur cette dernière. Les extrêmes vertigineux vers lesquels ce mode nous a conduits, ont montré leurs expressions les plus tangibles dans le phénomène du changement climatique, des dommages environnementaux irréversibles, de la disparition de 20 à 30 % d'espèces, de dévastations écologiques des pays riches cinq fois supérieures au seuil de tolérance, et nous exposent à une conjoncture sans précédent : continuer dans la voie de la production, de la prédation et de la mort, ou prendre la voie d'un autre mode civilisatoire soutenable, respectueux de la vie et réconcilié avec la nature.

La tâche urgente, qu'il nous est possible et même nécessaire d'entreprendre dans la recherche d'une autre voie civilisatoire à l'aube du XXIe siècle, consiste à forger un système capable de passer d'un ordre patriarcal et esclavagiste de la nature, fondé sur une vision réductrice et séparatrice des relations entre la nature et les êtres humains, à un système capable de rétablir les relations complexes et harmonieuses entre elles en s'intégrant au large cycle de la Terre-Mère.

La première étape de cette tâche est profondément philosophique : nous devons renouveler notre vision de l'humanité pour placer les activités humaines à l'intérieur du contexte plus vaste de la Vie et de la Terre-Mère. En tant qu'êtres humains, nous ne sommes qu'une partie de cette matrice interdépendante, source de vie, qui nous intègre et nous ouvre les horizons vers un destin commun, planétaire, indivisible, complémentaire et spirituel avec les autres êtres vivants. Chaque être, chaque écosystème, chaque communauté naturelle, chaque espèce et autres entités naturelles, se définissent par leurs relations avec la Terre-Mère. Celle-ci est source de vie, d'alimentation, d'enseignement, d'où provient tout ce dont nous avons besoin pour bien vivre de façon juste et équilibrée.

La deuxième étape vers un nouveau mode civilisatoire consiste à asseoir les nouvelles bases et principes éthiques capables d'orienter l'insertion des activités humaines à l'intérieur et avec le système de la Terre-Mère. Le processus de la Conférence Mondiale des Peuples sur les Changements Climatiques et les Droits de la Terre-Mère organisée en Bolivie en avril 2010, a énoncé sept linéaments éthiques :

- Harmonie et équilibre entre et avec toutes les personnes;
- Complémentarité, solidarité et équité;
- Bien-être collectif et satisfaction des besoins fondamentaux de toutes les personnes en harmonie avec la Terre-Mère;
- Respect des droits de la Terre-Mère et des Droits de l'Homme;
- Reconnaissance de l'être humain pour ce qu'il est et non pas pour ce qu'il possède;
- Elimination de toute forme de colonialisme, impérialisme et d'interventionnisme;
- Paix entre les Peuples et avec la Terre-Mère.

Ces principes affirment que les biens et les services sont requis pour satisfaire les besoins de la population, mais laissent supposer

que les modes de production de ces biens, qui combinent entre eux, des mesures financières, technologiques, d'adaptation, de développement de capacités, de modèles de production et de consommation, ne peuvent pas se développer de façon destructive, ni illimitée, à l'insu d'autres peuples.

Au centre de ces principes, surgit la rupture qui consiste à assumer concrètement et immédiatement que la Terre-Mère et les êtres vivants sont des sujets de droits, en soutenant qu'il ne peut y avoir équilibre avec la nature que s'il existe une égalité entre les êtres humains. C'est la raison pour laquelle, dans un système interdépendant, il n'est pas possible de reconnaître des droits uniquement aux être humains sans provoquer un déséquilibre sur la planète. Réciproquement, pour garantir le respect des droits de l'homme, il faut reconnaître et défendre les droits de la Terre-Mère et de tous les êtres qui y vivent, les droits des uns qui se trouvent limités par les droits des autres et les conflits entre les droits abordés, de sorte qu'ils maintiennent l'intégrité, l'équilibre et la santé de la Terre-Mère. De cette manière, tout comme les êtres humains, tous les êtres en général aussi ont des droits qui sont spécifiques à leur condition d'existence et d'évolution à l'intérieur des communautés dans lesquelles ils existent: le droit à la vie et à exister, à être respecté, à la régénération de leur capacité et continuité de leurs cycles et processus vitaux, à conserver leur identité et leur intégrité en tant qu'êtres différenciés, autorégulés et interdépendants.

Tout être a le droit d'occuper sa fonction sur la Terre-Mère pour avoir un fonctionnement harmonieux, avec ses droits fondamentaux, comme le droit à l'eau, à respirer un air propre, à la santé intégrale, à vivre sans pollution, sans déchet toxique et radioactif, sans altération génétique ni modification de sa structure qui menace son intégrité; à une restauration complète des droits violés par les activités humaines.

Reconnaître ces nouveaux linéaments éthiques sous-jacents aux droits de la Terre-Mère, nous conduit à reconnaître aussi un ensemble de nouvelles visions et responsabilités structuré du niveau le plus individuel et subjectif jusqu'au niveau des institutions internationales et des normes réglementaires. En tant qu'êtres humains, nous sommes tous des sujets protagonistes de la vie en harmonie avec la planète et avec la transition civilisatrice que cela implique. Il est donc nécessaire que nous fassions des efforts, que nous encouragions et participions à l'apprentissage, l'analyse, l'interprétation et la communication sur la façon de vivre en équilibre avec la Terre-Mère. Dans ce sens, nous lançons un appel pour construire un mouvement mondial des Peuples pour la Terre-Mère, qui s'appuiera sur les principes de complémentarité et de respect envers la diversité des origines de ses « composants », devenant un espace démocratique de coordination d'actions à l'échelle mondiale.

La responsabilité des nouveaux systèmes économiques et régulateurs est déterminante. Ces derniers doivent être capables de consolider les droits et le respect de tous les êtres existants, peu importent leurs cultures, leurs traditions et leurs coutumes. Par conséquent, aborder le bien-être humain, sa mesure et son expression dans les systèmes économiques, signifie, à la fois aborder de manière inséparable le bien-être de la Terre-Mère, maintenant et pour les générations futures. C'est pour cette raison que nous exposons aux peuples du monde la revalorisation des connaissances, des savoirs et pratiques ancestrales des peuples indigènes, affirmé dans le vécu d'un bien-être ancré dans le concept du « Bien Vivre ». De la même manière, les économies doivent définir des mesures de précaution et de restriction pour éviter que les activités humaines conduisent à l'extinction d'espèces, à la destruction d'écosystèmes ou à l'altération des cycles écologiques. Et par conséquent, elles doivent apporter la garantie que les dommages causés par les violations humaines envers les droits inhérents à la Terre-Mère soient réparés et que les responsables s'engagent à restaurer à la Terre-Mère son intégrité et sa santé.

Tous ces principes aspirent à orienter l'émergence d'un nouvel ordre régulateur de la vie internationale grâce à la création de normes et de lois à l'intérieur de la sphère des États, de toutes les institutions publiques et privées, y compris l'Assemblée Générale des Nations Unies.

17. Combattre les changements climatiques maintenant



Rappelons-nous que pendant la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, célébrée à Rio de Janeiro, Brésil en 1992, trois accords très importants sont nés. Un d'entre eux est la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC en anglais), durant laquelle ont été définis les principes de base pour que les Gouvernements agissent et affrontent le problème du changement du climat, en tenant compte des « responsabilités communes, bien que différencierées ».

La Troisième Conférence des Parties -COP3- de la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques qui s'est tenue en 1997 a favorisé l'adoption, par les Gouvernements, du dénommé « Protocole de Kyoto » qui, cherchait, entre autres, à réduire les émissions des gaz à effet de serre (en réduisant d'au moins 5% en moyenne les émissions polluantes, entre 2008 et 2012, en prenant comme valeurs référentielles les niveaux de 1990) grâce à l'engagement des pays de l'annexe I ;



toutefois, bien que beaucoup de pays industrialisés aient assumé cet engagement, d'autres ne le firent pas.

En 2007, lors de son quatrième rapport, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (IPCC en anglais) a manifesté l'urgence de réduire les émissions de manière drastique avant 2015 afin d'éviter que la température n'augmente pas de plus de 2°C, car cette augmentation mettrait en péril la vie sur la planète ainsi que le développement des générations futures.

Des millions de personnes se sont mobilisées pendant la Conférence des Parties pour exiger des gouvernements un accord ambitieux, juste et inaliénable, qui permettrait aux pays industrialisés et émergents d'agir et d'affronter le changement climatique. Un tel accord n'a pas été pris, affaiblissant ainsi le processus des négociations.

En avril 2010, a eu lieu la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère dans la ville de Cochabamba, au cours de laquelle ont surgi d'importantes propositions avec comme objectif d'affronter les causes du changement climatique. Lesdites propositions ont été présentées à l'Organisation des Nations Unies, où elles continuent d'être un instrument pris en compte dans la lutte de nos peuples face au problème climatique global.

Aujourd'hui nous observons, avec beaucoup d'inquiétude, le résultat de la dernière Conférence des Parties de 2011, COP17-Durban, car la Plateforme de Durban tente de retarder les délais de fermeture des accords sur les engagements de réduction des émissions. De la même manière, il semble évident que les intérêts restent une priorité, aussi bien chez les pays industrialisés que chez les pays émergents, étant donné que les émissions de dioxyde de carbone provenant de différentes sources polluantes, continuent, causant la détérioration de ressources indispensables et des conditions écologiques pour les générations futures.

Vingt ans après le Sommet de la Terre et l'approbation de la Convention Cadre sur le Changement climatique et plus tard, le Protocole de Kyoto, dont la première période se termine le 31 décembre 2012, on n'a pas pu avancer dans la réalisation des objectifs; voilà la raison pour laquelle, c'est le modèle actuel de développement qui est toujours en vigueur.

Face à une telle situation, voilà nos propositions:

- Les gouvernements doivent prendre des décisions et mettre en place des actions concrètes pour: a) éviter que la température de la planète augmente de plus de 1,5°C. Pour cela, les pays industrialisés devront fixer des objectifs de réductions domestiques dans une fourchette comprise entre 25-40% pour 2020, par rapport à celles de 1990, en tenant compte de recommandations du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (IPCC); b) remplir les engagements de financement et de soutien technologique fixés à Rio 92 et qui n'ont pas encore été respectés; c) mettre en place des mécanismes pour que ceux qui ont généré du passif environnemental assument la récupération des écosystèmes et qu'il soient durement sanctionnés, en cas de non-respect des engagements.

- Appliquer le principe de précaution qui exige que l'on prenne des mesures pour éviter d'éventuels dommages environnementaux. Ces principes doivent être appliqués dans toutes les activités économiques.

- Tout le débat et la phase de préparation de Rio+20 devront être guidés par le principe de responsabilités communes, bien que différencier, sur l'égalité et sur la distribution de la richesse.

- En recherchant un nouveau modèle de développement économique, il faudra tenir compte de la protection des écosystèmes vulnérables comme l'Amazonie et autres, ainsi que l'implantation de nouveaux modèles de consommation et de production soutenables.

- Il faudra fixer « des objectifs clairs de développement soutenable » tels que les Objectifs du Millénaire de l'ONU pour la réduction de la pauvreté, de sorte que les progrès ou les régressions puissent se mesurer.

- Il faudra revaloriser la connaissance et le savoir des peuples indigènes comme contribution et comme outil pour la conservation et la protection de la Terre-Mère.

- Le Fonds Vert pour le climat doit terminer d'être créé, il devra être signé dans le cadre des Nations Unies dans le but de canaliser des ressources publiques, prévisibles et significatives des pays industrialisés pour les pays et les communautés touchées par le changement climatique.

- Il faudra exiger de payer l'impôt mondial sur les émissions de carbone, principalement aux pays industrialisés et émergents, pour augmenter les caisses du Fonds Vert pour le Climat.

- Il faudra mettre en place un impôt sur les transactions financières, sur les petites actions, devises, produits dérivés et autres actifs financiers, qui seront destinés à financer la lutte pour le climat.

- Il faudra exiger une transition énergétique qui ait pour objectif les sources totalement renouvelables, réduisant à long et moyen terme la dépendance énergétique du pétrole, dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre; principalement le CO₂.

- Il faudra tenir un registre des droits des émissions de CO₂ pour l'aviation, le transport terrestre et naval de sorte qu'à l'avenir ils puissent être contrôlés.

- Il faudra éliminer les subventions aux énergies sales en 2020 comme pour le pétrole, le gaz naturel, le charbon et les biocombustibles.

- Il faudra créer une Commission d'audit international sur les réponses des Gouvernements aux Changements Climatiques et à la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

- Il faudra créer une Cour Pénale Internationale de l'Environnement qui sanctionne les pays responsables des désastres écologiques, par exemple: les marées noires.





18. Récupérer le droit à l'eau et à son utilisation soutenable et équitable

Au cours des dernières années, la crise sociale et environnementale s'est accentuée. Un de ses aspects est le manque d'accès à l'eau potable de qualité et en quantité satisfaisante, selon les critères adoptés dans la résolution de l'ONU sur le droit à l'eau et à l'assainissement. La communauté internationale est encore très loin d'avoir atteint les objectifs définis dans les directives de Rio 92, concernant l'accès universel à l'eau. Au-delà de tout ça, la pénurie d'eau est en train de creuser les profondes inégalités économiques, sociales et culturelles, conséquence du système économique en vigueur. Les alternatives de privatisation des services d'eau potable et d'assainissement, qui ont été présentées dans les années quatre-vingt-dix comme solutions pour accélérer l'accès à l'eau, ont démontré leur inefficacité pour traiter une problématique qui requiert des investissements publics et une gestion basée sur l'intérêt général, avec des contrôles sociaux et démocratiques.

Rappelons que l'eau est un des Biens Communs essentiels à la vie et qu'elle est à l'origine des systèmes culturels et éthiques des peuples. Cet aspect justifie la promotion d'une culture de l'eau qui mette en évidence les valeurs éthiques, les aspects culturels et la cosmovision des peuples originaires et traditionnels. Nous pensons que la défense du droit à l'eau est un facteur fondamental pour l'union des mouvements sociaux. Nous exprimons également notre inquiétude concernant les conflits potentiels et existants entre les peuples, causés par le contrôle de l'eau qui nuit encore plus aux plus défavorisés. Et nous réclamons l'élargissement des connaissances sur cette thématique grâce à des réseaux indépendants d'information et à l'éducation citoyenne, au sein des sociétés civiles et internationales, par le biais de campagnes organisées.

Dans ce contexte:

- Nous réaffirmons notre combat pour le droit à l'eau et contre sa privatisation ou son appropriation illicite au détriment de sa libre circulation pour l'alimentation des peuples, ainsi que pour un environnement sain et soutenable.

- Nous défendons l'adoption de politiques publiques intégrées au niveau local, national, régional et international, fondées sur une éthique de préservation de la ressource, nécessaires pour garantir l'égalité d'accès et de distribution de l'eau, un usage rationnel et socialement équitable.

- Le contrôle social sur les Biens Communs comme l'eau, au sens large, implique un corollaire de ces politiques.

- Nous dénonçons les mécanismes de dessalement de l'eau de mer, qui ne respectent pas le principe de précaution face aux technologies environnementales insoutenables.

19. La santé est un droit et ne peut constituer une source de profits

Dans beaucoup de pays, les systèmes de santé se sont transformés par le biais de la privatisation et de la marchandisation, et viennent aggraver les inégalités sociales qui touchent les secteurs les plus vulnérables. À l'échelle mondiale, la recherche permanente des gains dans la productivité, exacerbée par la crise des marchés



financiers et des multinationales de la santé et des médicaments, a servi de prétexte pour progresser dans la destruction des systèmes publics de santé; au-delà de la détérioration provoquée dans le secteur de la Santé dans le travail (l'OIT signale 160 millions de nouveaux cas de maladies professionnelles par an dans le monde) et de la crises systémique de la santé sans précédent sur tous les continents

Nous proposons de progresser vers un système de santé universel garantissant un accès et une qualité sanitaire, basé sur trois principes:

- La construction d' « une santé sans frontière », avec les syndicats et mouvements sociaux, pour se diriger vers un système alternatif de protection sociale internationale, basé sur l'existence de droits économiques, sociaux, civiques et politiques inséparables.
- La recherche d'une démocratie sanitaire qui encourage le contrôle et la recherche indépendante et la détermination des besoins de santé par les peuples, des professionnels, et coresponsabilités de l'État.
- La promotion d'une véritable politique de prévention des risques professionnels en matière de santé, conformément aux conditions légales et de travail pour les professionnels de la santé, ainsi qu'une formation professionnelle qui leur permette d'assurer la qualité de soin et de traitement.



20. La construction de villes soutenables

Le monde est en train de s'urbaniser rapidement. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes ; en Amérique Latine, on atteint 80% de la population. Cette transformation modifie profondément la façon dont le monde est gouverné. Les villes sont devenues les unités de base de gestion du territoire et de la société.

Le défi de Rio+20 est dans la définition des processus décisifs pour leur mise en place, vu l'inefficacité des mécanismes multilatéraux de gestion. Les FMI, BM, OMC ne sont pas à la hauteur de cette responsabilité. Y compris l'ONU, partenaire indispensable des changements, est profondément fragilisée.

L'impuissance de la gouvernance internationale face à la crise financière ne fait que consolider cette compréhension. Les problèmes sont planétaires, mais leur gestion se trouve fragmentée entre les mains des gouvernements de 193 pays. C'est la gouvernance que nous avons, par conséquent, les grandes politiques devront transparaître dans les projets nationaux. De cette façon, Rio+20 devra non seulement réaffirmer ou actualiser des engagements globaux, mais surtout tracer la route pour que les gouvernements présentent leurs différentes solutions aux défis.

Les politiques nationales de leur côté, devront s'appuyer sur les villes. Lorsque nous passons du « que faire » au « comment faire », les villes commencent à jouer un rôle particulier. Essentiellement, c'est à ce niveau que les populations peuvent participer davantage et de façon organisée à la recherche de solution à leurs problèmes et dans la construction d'une qualité de vie, en fonction des défis concrets auxquels elles doivent faire face. Les défis peuvent être planétaires, les politiques doivent être nationales, mais les réalisations doivent finalement changer les équilibres écologiques et la qualité de vie dans les endroits où les populations peuvent s'organiser en fonction de leurs objectifs.

Le tripode traditionnel de la société économiquement viable, socialement juste et soutenable du point de vue de l'environnement, demande clairement à être complété par la dimension démocratique et participative dans les politiques. Vouloir construire socialement son destin est un droit légitime de la personne. La ville, avec son environnement rural, constitue l'espace par excellence du processus démocratique de décision. C'est l'espace dans lequel les personnes affrontent des défis communs, peuvent se connaître les unes les autres, se réunir, garantir l'efficacité des programmes nationaux. Elles peuvent mettre en place des associations entre initiatives publiques, entreprises, syndicats, organisations de la société civile.



La main mise sur les politiques par les populations intéressées constitue le principal facteur de réussite, car les transformations exigées par la planète reposent énormément sur les conditions concrètes de vie des personnes. Et pour cela, de nouveaux instruments de participation et de contrôle social doivent être associés aux défis que nous devons relever pour procéder aux changements nécessaires de l'actuel paradigme de développement.

Dans chaque ville, nous rencontrons des situations de pauvreté critique, et les programmes sociaux correspondants doivent identifier chaque famille, leur lieu de résidence, analyser des situations différencierées et les mesures nécessaires. Les politiques d'assainissement basique, de destination finale des déchets solides, de récupération de sols, de démocratisation d'accès aux politiques sociales, d'articulation de la ville avec sa ceinture d'espace verts, de construction soutenable, de reboisement, de sécurité, de communication locale, de mobilité, d'éducation environnementale, de sport, et d'autres encore, passent inévitablement par des politiques locales intégrées. Les personnes veulent vivre mieux. Il est essentiel de mobiliser la soif d'une vie meilleure qu'ont les communautés pour que les politiques de soutenabilité se fixent profondément. Il faut réduire l'exode rural et imposer des limites à la croissance des villes, en travaillant avec des modèles plus dispersés au lieu qu'ils soient hyper-centralisés.

Nous vivons dans un monde connecté, dans lequel presque toutes les villes sont reliées grâce à Internet, ou en passe de l'être dans les dix années à venir. Cela signifie que la gestion de la soutenabilité ne se limite plus à des pyramides verticales d'autorité. Des villes en réseau sont en train d'apprendre les unes des autres, des consortiums inter-municipaux, des comités de bassins hydrographiques, des réseaux de municipalités aux vocations similaires ou complémentaires sont en train de s'organiser dans les pays et sur le plan international. Grâce à la connectivité actuelle, on ne parle plus de municipalités plus ou moins viables, car la viabilité économique dépend directement des articulations qui se créent. La multiplicité des pouvoirs locaux sur la planète ne constitue pas un problème, mais au contraire, c'est une opportunité pour générer un processus collaboratif planétaire de territoires articulés.

Les villes sont l'unité de base de gestion sociale et le maillon le plus important de l'articulation politique. Dans de nombreux pays, les préfets, chefs de gouvernements, intendants, sont organisés en réseaux, fédérations, entités régionales, nationales et internationales. Ils sont l'interlocuteur essentiel pour la définition des politiques. La participation effective des villes à la Conférence de Rio+20, à travers leurs représentations, gouvernementales et non gouvernementales, est essentielle pour que les défis qui se sont dégagés sur le plan des politiques locales émergent dans les discussions et dans les décisions finales.

Pour cela, l'ONU et les gouvernements nationaux doivent : encourager des politiques de financement décentralisé qui viennent directement des pouvoirs locaux pour des projets de soutenabilité; avancer dans la mise en place de systèmes de gouvernance participative, avec des instruments de transparence effectifs, de contrôle social et de délibérations démocratique-participatives; renforcer la représentation des autorités locales dans l'ensemble du système multilatéral de décision; renforcer l'organisation d'un système facilitant l'échange scientifique et technologique, qui focalise l'apprentissage des villes, dans la construction de politiques de soutenabilité; orienter la dynamisation de politiques nationales et régionales de formation de structures en développement local intégré et soutenable; adopter (et soutenir leur implantation à l'échelle mondiale) des systèmes locaux d'indicateurs sociaux, environnementaux, politiques, économiques et culturels qui mesurent la qualité de vie dans les villes; et mettre toute l'information à disposition grâce à des plateformes ouvertes, qui encouragent et soutiennent des systèmes locaux d'information et de communication; une population bien informée est une condition essentielle pour la construction d'un processus de développement soutenable et, par conséquent, tous les acteurs doivent s'engager.

Dans le même sens, les gouvernements doivent : effectuer une gestion stratégique de l'occupation du territoire en vue d'une utilisation soutenable des ressources naturelles et la garantie de qualité de vie pour tous les êtres humains ; reconnaître les différents modes de vie existant sur le territoire et créer des politiques pour mettre en valeur cette diversité ; agir de manière énergique dans l'adaptation aux changements climatiques en se centrant sur la diminution des dommages et sur le génération d'impacts positifs, en privilégiant les mesures qui ont des co-bénéfices immédiats sur la santé publique ; et encourager des politiques de droit pour une ville soutenable et démocratique, évoluer en matière de politiques sectorielles de droit au logement pour aller vers des politiques de droit à la ville (« construire des quartiers et des villes, et pas seulement des maisons »), alliées de l'éradication de la pauvreté, encourager l'inclusion sociale, réduire les inégalités, promouvoir la santé grâce à la pratique d'activités physiques et sportives, et encourager l'innovation (technologique, de gestion et de gouvernance participative dans les villes).

Cependant, les gouvernements doivent surtout s'engager à construire des villes soutenables et démocratiques, en :

- Incitant à la formulation de politiques de développement urbain qui aient le droit à la ville, à la soutenabilité et à la démocratie comme valeurs centrales.
- Encourageant la formation des systèmes intégrés de villes, aux échelles nationale, régionale et municipale;



- Implantant un système d'indicateurs techniques sociaux, environnementaux, économiques, politiques et culturels pour mesurer la qualité de vie, garantir la transparence des informations publiques et assurer un suivi de la société en matière de politiques publiques;
- Mettant en place des dispositifs de consultation populaire et des indicateurs de perception, de sorte que les sentiments et les priorités des populations et des communautés soient dument prises en considération dans l'élaboration de politiques publiques et de dotations budgétaires;
- Définissant une législation qui établisse des Projets d'Objectifs pour chaque gestion, basés sur des indicateurs et articulés autour de Projets Directeurs, dans toutes les municipalités;
- Crément et en mettant en place des politiques pour les différents types de villes, particularités et formes d'occupation existant sur le territoire.
- Fomenter l'installation de structures participatives de gouvernance métropolitaines et de revitalisation de centres urbains.
- Garantissant l'accès à l'éducation, au sport et à la culture pour enfants, adolescents et jeunes, en fomentant la formation professionnelle, le développement personnel et la capacité de réflexion sur les valeurs qui orientent la vie en société, en préservant et en récupérant la nature;
- Encourageant l'intégration et l'articulation de politiques de logement, assainissement, mobilité, adaptation aux changements climatiques, protection des sources naturelles, promotion du développement et du bien-être humain.
- Articulant l'accès à l'assainissement de base dans les actions qui visent à lutter contre l'insalubrité des logements et pour la promotion de la santé.
- Mettant en place des politiques nationales de régularisation agraire et urbaine, et d'urbanisation des poches de pauvreté et autres formes d'occupation.
- Perfectionnant des mécanismes de financement, subventions et biens institutionnels pour suppléer des déficits et garantir l'inclusion et l'accès aux villes salutaires.
- Crément des politiques d'accès à l'eau potable et de protection des sources d'eau, en y intégrant la santé humaine, la qualité de l'eau et l'utilisation soutenable comme valeurs centrales dans la chaîne de production d'eau pour l'approvisionnement.
- Élargissant les traitements, disposition et réutilisation de déchets industriels et inertes, et en ciblant particulièrement les villes à très forte croissance, expansion et accumulation de déchets provenant de la construction civile;
- Élaborant des programmes structurés de récupération sélective et de recyclage, avec pour objectif le développement de sa chaîne de production avec les collecteurs et les coopératives.
- Orientant et structurant la croissance et la mobilité dans les villes, avec pour objectifs des systèmes adaptés aux différentes tailles et types de villes existant sur le territoire.
- Encourageant la bicyclette comme moyen de transport et en créant les conditions pour une utilisation sûre (pistes, routes cyclables, connexions intermodales).
- Décentralisant *la gestion énergétique et en encourageant la mise en place de directives et d'une législation locale qui fomente l'utilisation d'énergies renouvelables et les bénéfices progressifs de l'efficacité énergétique*.
- Développant des politiques pour la substitution de la matrice énergétique basée sur le pétrole, en encourageant l'adoption de combustibles plus propres, en privilégiant le transport public dans le système routier des villes et en déterminant des limites d'émissions de polluants conformément aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé.
- Mettant en avant les bonnes pratiques de soutenabilité urbaine déjà implantées dans les secteurs les plus divers de grandes villes à travers le monde, en encourageant la socialisation des expériences, technologies et processus pour toutes les villes de la planète.
- Fomentant l'éducation pour la citoyenneté, en impliquant les écoles publiques et privées avec des programmes sur les politiques publiques et la démocratie;
- Viabilisant des politiques publiques pour la défense de la faune et de la flore urbaines.



21. Les migrants doivent être des citoyens du XXIe siècle

Les migrants, principalement des femmes, sont, comme toutes personnes, détenteurs du droit de vivre, de se déplacer, de résider et de travailler librement sur la planète. C'est pour cette raison qu'il est urgent d'affirmer que la migration fait substantiellement partie de l'être humain et que des barrières ne sont pas soutenables.

La globalisation néolibérale impose des politiques migratoires qui incluent certains migrants et en excluent beaucoup d'autres.

Cela révèle un conflit, d'ailleurs de plus en plus aigu dont les migrants sont l'indicateur le plus évident. Ce conflit s'exprime entre l'apparition de l'État soucieux de l'intérêt national d'un côté et d'un autre, la recherche d'une nouvelle souveraineté au niveau mondial pour arriver à garantir le respect des droits de l'homme pour tous. Les migrants sont un indicateur de ce conflit et des besoins de changement pour l'humanité à une époque où les liens entre populations et sociétés sont de plus en plus importants. Ils mettent en évidence le besoin objectif de redessiner les politiques migratoires faisant partie des changements urgents de la gouvernance mondiale, ce qui implique de devoir surmonter le retard institutionnel de l'État et de définir de nouveaux critères d'identité, de pertinence et de citoyenneté.

Ce besoin devient d'autant plus urgent que la masse migratoire compulsive, expression de phénomènes structurels historiques, est manipulée par la corruption des institutions publiques et l'*« industrie »* de la migration, qui selon les estimations bouge entre 15 et 30 milliards de dollars annuels (deuxième meilleur secteur en matière de création de ressources illégales dans le monde). C'est le gros business qui repose sur le désespoir humain, dont les victimes, estimées à près de deux millions de personnes par an, cherchent de manière compulsive le pays de destination, comme ultime solution, pour pouvoir survivre ou améliorer leur vie.

Transformer les frontières en espaces de rencontre et d'humanisation des flux, et d'échanges migratoires, est la seule solution viable face aux croissantes menaces pour la sécurité et la cohabitation. Cette conversion des frontières ne peut avoir de sens que pour un nouveau concept de gouvernance, avec comme vision programmatique la construction progressive de grandes zones géographiques culturelles de libre circulation, résidence et travail, c'est à dire des espaces d'intégration régionale dans des grands blocs de pays.

Les migrants, malgré les discriminations dont ils font quotidiennement l'objet, exercent une citoyenneté élargie dans leurs pays d'origine et de destination. Ils sont le prototype d'un « citoyen régional », réalité émergente et horizon normatif dans bon nombre des espaces géographiques et culturels qui se sont constitués ces dernières années. Les migrants continuent d'être des membres de leur société d'origine et simultanément, ils sont également membres de fait de la société de résidence. Il ne s'agit pas d'identités et de pertinences qui renoncent à elles-mêmes pour en devenir d'autres, mais qui s'ajoutent, s'additionnent et grandissent. Cet élargissement concret de la citoyenneté avec une double pertinence constitue le fondement potentiel, viable d'une citoyenneté plus élargie, régionale et mondiale.

Il faut par conséquent, homologuer et homogénéiser progressivement les normes et construire une institution commune à tous les pays de l'espace intégré, à partir de la diversité d'instruments existants, qui rende la citoyenneté régionale effective, en reproduisant ce modèle dans toutes les dimensions nécessaires de la citoyenneté (enseignement et formation professionnelle, validation de diplômes, droits politiques et du travail, etc.)

Bien que les droits des ouvriers migrants s'affirment dans l'espace régional, les faits démontrent qu'il existe une violation quotidienne de ces droits, affaiblissant l'ensemble du système démocratique, générant des exclusions et des ressentiments qui aggravent la stabilité sociale. C'est pour cela, qu'on doit permettre que les migrants et leurs familles puissent exercer, sur le même pied d'égalité et selon les mêmes conditions et possibilités que la population locale, tous les droits et responsabilités économiques et sociales, et puissent avoir accès à la santé, l'éducation, au logement, à la sécurité sociale, au repos, sans aucune discrimination.

Pour faire de l'immigration une richesse culturelle pour l'humanité, il faut consolider les capacités pluri et interculturelles et refuser le racisme et la xénophobie comme expression du retard dans la conscience de l'humanité. Les flux migratoires sont en train d'élaborer au quotidien, un nouveau monde qui appartient à tous, en modifiant la façon de penser et de vivre la culture dans une pluri-identité croissante de l'humanité. C'est pour cela qu'il faut clamer haut et fort, à tous les niveaux et dans tous les espaces de la société, explicitement et sans équivoque que toutes les formes de racisme et d'intolérance culturelle sont des formes de dégradation humaine. Pour cela, il faut assumer le principe de l'*« unité dans la diversité »* comme pilier fondamental autour duquel les identités particulières restent intactes dans la rencontre avec les autres.

22. Les organisations et réseaux de la société civile



Parmi les nouveaux acteurs qui ont surgi ces dernières années, les organisations et réseaux de la société civile ont un rôle significatif. L'incidence de ces nouveaux acteurs à l'échelle globale, a été possible grâce à leur capacité à répondre aux multiples problèmes économiques, sociaux et environnementaux des communautés et organisations dans diverses régions du monde, en formant des réseaux et des forums à l'échelle nationale et internationale, en intégrant des demandes spécifiques de groupes dans des programmes larges qui traitent de valeurs universelles comme les droits de l'homme, l'égalité et la diversité, la démocratie et les Biens Communs.



Dans ce contexte, au-delà des revendications thématiques (dirigées vers les droits des femmes, des enfants et des adolescents, et des peuples indigènes, dans la lutte contre le HIV, le racisme, pour le commerce juste et l'agro-écologie, par exemple), les associations ou plateformes d'organisations non-gouvernementales jouent un rôle politique remarquable, affirmant la légitimité de ces organisations comme promotrices de transformations sociales dans la perspective d'une justice sociale et environnementale.

De plus en plus, ces organisations adoptent la perspective de la défense des droits sociaux, économiques, politiques et environnementaux, et exigent des États et des agences multilatérales des politiques publiques capables de garantir leur intégrité. De plus en plus, et au-delà des expériences innovantes dans les secteurs social, politique et économique, les organisations de la société civile s'articulent en mouvements de citoyenneté globale pour la démocratie et pour la justice sociale et environnementale.

À cet effet, les organisations et réseaux de la société civile défendent:

- Le droit de s'associer et de s'exprimer;
- Le droit d'accès, par des voies légitimes, à des ressources publiques et privées, dans un cadre juridique sûr;
- La participation sociale en élaboration, exécution, suivi et évaluation des politiques publiques, y compris les politiques externes des pays et les politiques des agences multilatérales;
- L'élargissement du financement pour la promotion de la démocratie, la justice sociale et environnementale et la coopération internationale, y compris des nouveaux mécanismes d'impôts sur les transactions financières et sur les grandes fortunes.
- La fin de ce qu'on appelle l'aide conditionnelle et des conditionnalités dans les politiques de coopération internationale.



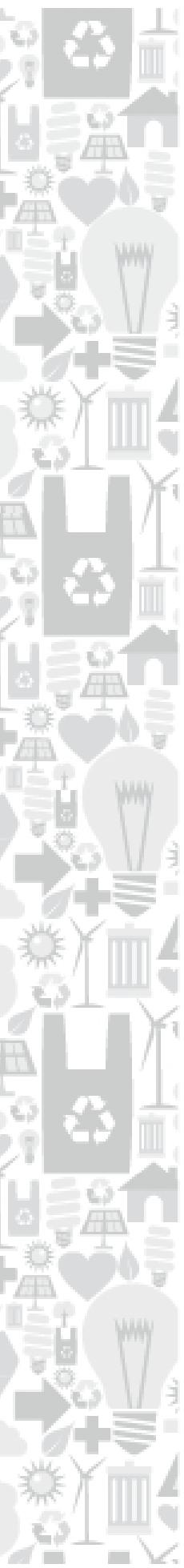
23. Une gouvernance mondiale et une architecture du pouvoir juste et démocratique

Nous arrivons à une étape historique qui nécessite un changement d'urgence profond dans le système de gouvernance. Il ne s'agit pas seulement d'un changement institutionnel, de créer un Conseil ou une autre institution pour le développement soutenable. Nous devons changer de paradigme et ne pas continuer sur des visions obsolètes pour répondre à de nouveaux défis en créant des institutions basées sur un mode de gouvernance déjà dépassé par l'histoire.

Aujourd'hui comme hier, il est impératif de réaffirmer que l'auto-détermination, la souveraineté, et la non-discrimination entre les peuples constituent des piliers fondateurs des relations internationales. Toute réforme du système des Nations Unies doit être orientée vers leur protection, leur consolidation, et pour exiger leur respect. Pour garantir ces principes, la paix et la sécurité mondiale sont des conditions indispensables.

Les nouveaux principes de gouvernance doivent transcender les frontières nationales, exigeant des États, des entreprises et des citoyens, de manière différenciée et selon leurs possibilités, des responsabilités individuelles et collectives. Ces principes présentent de nouvelles conditions en matière de légitimité de l'action collective, d'exercice de la citoyenneté en accord avec le respect des droits de l'homme et de solution des tensions entre les questions locales, nationales et mondiales.

Construire une nouvelle gouvernance n'est pas seulement une question institutionnelle. Toute proposition et élaboration de gouvernance dépendront de l'action et de la mobilisation de grandes majorités de personnes, d'acteurs, de mouvements et de peuples. Il s'agit là de la question décisive. L'architecture d'une gouvernance citoyenne solidaire et juste doit reposer sur de solides piliers éthiques et philosophiques. Elle doit également s'appuyer sur une nouvelle économie guidée par une justice sociale et environnementale. Il s'agit d'un ensemble complexe articulé autour de fondements éthiques, d'une économie et d'une politique où chaque dimension dépend de l'autre et se



consolident réciproquement. Il faut inventer ensemble, les réponses aux défis du présent, ancrés dans les contextes de chacun, de chaque peuple. Cela implique de reconnaître tous les différents savoirs présents sur tous les continents, dans tous les peuples, sans chercher à en imposer un. Les fondements d'une nouvelle gouvernance doivent être élaborés à l'aide d'un esprit critique et démocratique.

Il est nécessaire de dépasser les limites historiques de la structure du pouvoir dominant. Il est évident que la gouvernance des relations entre les États, régulée par le système des Nations Unies après la Seconde Guerre Mondiale puis la période de décolonisation, ne répond plus aux défis du présent. Les États, comme entités régulatrices et organisatrices de la société, au-delà de leurs limites, subissent les éclats des pouvoirs économiques et politiques transnationaux qui cherchent à les diminuer, tandis que les peuples voient encore en eux et pour leur défense, un instrument de régulation de ces pouvoirs et de garantie des droits des citoyens.

La condition pour une institutionnalité démocratique du pouvoir, c'est d'avoir un État respectueux des droits des citoyens. Mais il est nécessaire de repenser la notion d'État-nation dominé par des frontières, car elle ne reflète pas la diversité ethnique et culturelle des peuples; on parle de plus en plus de la notion d'État Plurinational. Les flux migratoires, financiers, commerciaux, Internet, etc. dépassent les limites territoriales des États et il devient nécessaire de penser au rôle de l'État indépendant du cadre géographique, ce qui n'est pas facile vu le poids historique des frontières.

L'État joue un rôle ambivalent. Il est nécessaire à la régulation de la gouvernance, principalement dans l'espace national, mais d'un autre côté, là-bas il s'éloigne de la démocratie de proximité, et à l'échelle mondiale, ce n'est pas l'instrument le plus approprié pour relever les défis globaux. Si on prend du recul, à long et moyen terme, le type d'État qui a eu un rôle important, par exemple pendant la phase de décolonisation, est déjà en train de se diluer, il devient donc indispensable de penser à sa transformation.

L'urgence de la tâche consiste à parvenir à transformer les systèmes de participation et de représentation. Les systèmes de représentation en vigueur ne correspondent pas aux exigences d'une participation active. La priorité est à l'encouragement de la participation en implantant des systèmes d'information transparents et des mécanismes de consultation ouverts pour que la prise de décision soit efficace. Mais il s'agit d'aller plus loin. Il est nécessaire de radicaliser la démocratie, aussi bien des institutions étatiques que de la société dans son ensemble. Ainsi, progressivement, l'État se transformera et les systèmes de représentation repenseront peu à peu de nouvelles institutions politiques.

La crise de la démocratie actuelle est principalement une remise en question du rôle des élites et de la manière dont elles se sont construites historiquement. Mais au-delà de ces questionnements, nous avons besoin d'inventer de nouveaux systèmes d'organisation des dispositifs politiques qui permettent à la démocratie de s'ancrer, dans lesquels les citoyens soient les acteurs principaux, les responsables légitimes et les institutions soient transparentes et efficaces. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'ingénierie politique. C'est quelque chose de plus profond, lié aux fondements éthiques capables de soutenir les nouveaux modes de vie en société nécessaires en ce début de troisième millénaire.

Il faut signaler un pilier fondamental de la nouvelle architecture du pouvoir mondial. Il s'agit de localiser et de territorialiser au maximum l'économie et le pouvoir, puisque la citoyenneté se réalise pleinement sur un territoire citoyen. Il s'agit d'avoir comme base une interdépendance entre la dimension locale et la dimension mondiale et de considérer que le principe de subsidiarité est fondamental. Considérons par exemple, la question climatique. Il est évident qu'il s'agit d'une question planétaire qui requiert une gouvernance mondiale. Toutefois, elle ne fonctionnera pas sans un engagement effectif de la population sur leurs territoires. On pourrait dire la même chose du caractère urgent de la régulation du système financier et monétaire. Le territoire est l'unité spécifique de la réaction entre la société et la nature, entre les citoyens et le monde.

La nouvelle architecture du pouvoir se construit progressivement et simultanément sur deux grandes échelles: locale et territoriale d'un côté et l'échelle mondiale de l'autre, cette dernière faisant référence non seulement à une échelle inter-États, mais surtout aux nouveaux espaces transnationaux et mondiaux. C'est à l'échelle locale que se déroule la vie quotidienne des personnes, et c'est à l'échelle mondiale que se décident de plus en plus les politiques qui concernent cette vie quotidienne. Pour cela, il est nécessaire, en même temps, de proposer et de concrétiser les changements de la gouvernance à l'échelle locale et mondiale. Il existe une réaction dialectique entre ces deux grandes dimensions de la gouvernance.

Il existe également une dimension intermédiaire. Entre la locale et la mondiale, il y a la dimension régionale. Cet espace a peu à peu pris corps et des organismes continentaux jouent aussi un rôle important dans l'architecture de la gouvernance. En général, ces organismes régionaux reproduisent des schémas de régulation qui correspondent aux intérêts de grands États et corporations, tandis qu'ils constituent aussi des espaces de dispute. Il est indispensable de soutenir les instances régionales, intermédiaires entre les États et le monde comme outils, pour renforcer les articulations des territoires, des organisations et des acteurs sociaux qui cherchent à se consolider face aux pouvoirs étatiques et aux corporations transnationales.



C'est la raison pour laquelle la construction d'une nouvelle architecture doit privilégier les mécanismes du bas vers le haut, sans tenir pour acquis que les groupements régionaux existants comme MERCOSUR, l'ASEAN, l'Union Européenne, l'Union Africaine, la UNASUR, etc. construits principalement sur des accords interétatiques, soient les formes définitives de régulation d'accords régionaux commerciaux ou politiques. Progressivement, de nouveaux espaces surgissent: les forums sociaux, les assemblées citoyennes, les coordinations entre villes, par exemple, constituent des formes d'articulation entre territoires à l'échelle locale, à l'intérieur des pays, et aux échelles régionales, subcontinentales et même multirégionales ou multi continentales. Une articulation de territoires, sociétés civiles, villes à l'échelle mondiale pointe à l'horizon, mais elle reste encore loin.

Dans l'espace des grands organismes qui essayent de réguler aujourd'hui la gouvernance mondiale, il existe deux grands groupes d'acteurs: les ensembles géopolitiques, G8, G20, OCDE, BRICS qui s'auto-attribuent le pouvoir et qui sont les acteurs les plus puissants, sans pour autant suivre tous les mêmes politiques face aux crises actuelles; et l'ONU et ses conférences intergouvernementales.

Les ensembles géopolitiques, principalement le G8, soutenu par le FMI et l'OTAN, délégitiment le rôle de l'ONU et imposent leurs politiques au niveau mondial. La profondeur de la crise et son rythme récurrent montrent l'incapacité de ces acteurs à la surmonter. C'est pour cette raison que les espaces et les opportunités de construire une nouvelle architecture de la gouvernance mondiale sont toujours de rigueur à la condition que les citoyens, les peuples, leurs organisations, les mouvements et réseaux soient capables de les utiliser et d'en tirer profit. C'est là que réside certainement un des défis les plus pointus de l'époque actuelle.

La représentation doit se démocratiser en donnant des espaces aux délégués élus dans les divers territoires et régions et dans les divers réseaux et articulations de peuples indigènes, travailleurs, paysans, pêcheurs, femmes, jeunes, autorités locales et territoriales, consommateurs, migrants et autres acteurs sociaux organisés démocratiquement à l'échelle mondiale.

Les propositions de démocratisation des organismes des Nations Unies concernant les questions de la soutenabilité devront être définies et incorporées aussi aux questions liées à la paix et à la sécurité internationale. Il faut un rééquilibre démocratique du Conseil de Sécurité, qu'il s'ouvre, pour accueillir de nouveaux acteurs, non seulement aux États qui sont marginalisés, mais aussi aux acteurs et organisateurs sociaux des divers territoires et régions, ainsi qu'aux réseaux et aux organisations à l'échelle mondiale.

Le processus de construction d'une nouvelle gouvernance doit être accompagné d'un mécanisme qui conduise vers une société démilitarisée. Le militarisme est propre au système patriarcal et ne doit pas régir les réactions entre les États et les peuples. Les guerres et les oppressions causent des dommages irréparables à la vie et à la planète. En route vers des sociétés démilitarisées, il nous faut mettre en place des mécanismes de réforme des forces armées et de sécurité des peuples qui sont les premières victimes dans les conflits.

Les exigences démocratiques du XXI^e siècle requièrent des changements plus profonds que les réformes des systèmes institutionnels de l'ONU. L'invention de nouveaux systèmes politiques démocratiques capables d'exprimer les énergies des peuples et de chaque citoyen de ce siècle, s'impose comme une tâche historique.



ORGANIZER



SPONSOR



www.dialogos2012.org